

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2008 — 3074

[2008/203090]

18 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement flamand portant ratification internationale du traité entre la Région flamande et le Royaume des Pays-Bas relatif à la gestion nautique commune dans le bassin de l'Escaut, signé à Middelburg le 21 décembre 2005, et approuvé par le décret du 9 mars 2007

Le Gouvernement flamand,

Vu la Convention de Vienne sur le droit des traités du 23 mai 1969, notamment l'article 11;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 81, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993;

Vu le décret du 9 mars 2007 portant assentiment au traité entre la Région flamande et le Royaume des Pays-Bas relatif à la gestion nautique commune dans le bassin de l'Escaut, signé à Middelburg le 21 décembre 2005;

Considérant que l'article 16 du traité stipule, que celui-ci entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle les parties contractantes se sont communiquées par écrit qu'il est satisfait aux exigences constitutionnelles;

Considérant que dans le deuxième mémorandum d'accord entre la Flandre et les Pays-Bas relatif à la coopération mutuelle en matière de l'estuaire de l'Escaut signé à Flessingue le 4 mars 2002, les dirigeants compétents ont convenu que la gestion nautique commune de la zone de l'Escaut sera assurée de fait à partir du 1^{er} janvier 2003 par la Flandre et les Pays-Bas, anticipant ainsi sa formalité juridique et de traité;

Considérant que dans le troisième mémorandum d'accord entre la Flandre et les Pays-Bas relatif à la coopération mutuelle en matière de l'estuaire de l'Escaut signé à La Haye le 11 mars 2005, les dirigeants compétents attachent une valeur particulière à la concrétisation optimale de l'approche intégrale, notamment le déroulement intégré du trafic à partir de la mer jusqu'à un quai d'un port situé sur l'Escaut, ou l'inverse;

Considérant que dans ce même mémorandum, les dirigeants compétents ambitionnent la mise en forme du traité de la gestion nautique commune au 1^{er} janvier 2006;

Considérant que la Région flamande est chargée de l'entière gestion nautique, y compris les services de pilotage et d'assistance au trafic, ainsi que de la réglementation en la matière;

Considérant que le Gouvernement flamand et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas ont convenu que les quatre Traités portant sur l'Escaut seront présentés à leurs parlements en tant qu'un ensemble;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 septembre 2007;

Sur la proposition du Ministre flamand des Réformes institutionnelles, des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité et du Ministre flamand des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le traité entre la Région flamande et le Royaume des Pays-Bas relatif à la gestion nautique commune dans le bassin de l'Escaut, signé à Middelburg le 21 décembre 2005, et approuvé par le décret du 9 mars 2007, est ratifié.

Art. 2. Le Ministre-Président du Gouvernement flamand est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand des Réformes institutionnelles,
des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias et du Tourisme,

G. BOURGEOIS

VLAAMSE OVERHEID

N. 2008 — 3075

[2008/203092]

18 JULI 2008. — Besluit van de Vlaamse Regering tot internationale ratificatie van het verdrag tussen de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest, enerzijds en het Koninkrijk der Nederlanden, anderzijds inzake de samenwerking op het gebied van het beleid en het beheer in het Schelde-estuarium, ondertekend in Middelburg op 21 december 2005, en goedgekeurd bij het decreet van 9 maart 2007

De Vlaamse Regering,

Gelet op het verdrag van Wenen van 23 mei 1969 inzake het verdragenrecht, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 81, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 mei 1993;

Gelet op het decreet van 9 maart 2007 houdende instemming met het verdrag tussen de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest, enerzijds en het Koninkrijk der Nederlanden, anderzijds inzake de samenwerking op het gebied van het beleid en het beheer in het Schelde-estuarium, ondertekend in Middelburg op 21 december 2005;

Overwegende dat artikel 17 van het verdrag bepaalt dat het verdrag in werking treedt op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de dag waarop de verdragsluitende partijen elkaar schriftelijk hebben meegedeeld dat aan de constitutionele vereisten is voldaan;

Overwegende dat Vlaanderen en Nederland de wens hebben uitgesproken om te komen tot een verdragsrechtelijk gefundeerde samenwerking voor het beleid en het beheer van het Schelde-estuarium;

Overwegende dat Vlaanderen en Nederland hun samenwerking willen richten op een maximale beveiliging tegen overstromingen, de toegankelijkheid van de Scheldehavens en het behoud van een gezond en dynamisch estuarien ecosysteem;

Overwegende dat bij de uitwerking van het beleid bijzondere aandacht gaat naar het verzekeren van de betrokkenheid van de lokale overheden, waaronder de besturen van de Scheldehavens en de maatschappelijke actoren;

Overwegende dat de Vlaamse Regering en de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden hebben afgesproken dat de vier Scheldeverdragen als één geheel aan hun parlementen worden voorgelegd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 september 2007;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Institutionele Hervormingen, Havens, Landbouw, Zeevisserij en Plattelandsbeleid en de Vlaamse minister van Bestuurszaken, Buitenlands Beleid, Media en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het verdrag tussen de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest, enerzijds en het Koninkrijk der Nederlanden, anderzijds inzake de samenwerking op het gebied van het beleid en het beheer in het Schelde-estuarium, ondertekend in Middelburg op 21 december 2005, en goedgekeurd bij het decreet van 9 maart 2007, wordt geratificeerd.

Art. 2. De minister-president van de Vlaamse Regering is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 2008.

De minister-president van de Vlaamse Regering, Vlaams minister van Institutionele Hervormingen,
Havens, Landbouw, Zeevisserij en Plattelandsbeleid,

K. PEETERS

De Vlaamse minister van Bestuurszaken, Buitenlands Beleid, Media en Toerisme,

G. BOURGEOIS

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2008 — 3075

[2008/203092]

18 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement flamand portant ratification internationale du traité entre la Communauté flamande et la Région flamande, d'une part et le Royaume des Pays-Bas, d'autre part relatif à la coopération dans le domaine de la politique et de la gestion dans l'estuaire de l'Escaut, signé à Middelburg le 21 décembre 2005, et approuvé par le décret du 9 mars 2007

Le Gouvernement flamand,

Vu la Convention de Vienne sur le droit des traités du 23 mai 1969, notamment l'article 11;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 81, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993;

Vu le décret du 9 mars 2007 portant assentiment au traité entre la Communauté flamande et la Région flamande, d'une part et le Royaume des Pays-Bas, d'autre part relatif à la coopération dans le domaine de la politique et de la gestion dans l'estuaire de l'Escaut, signé à Middelburg le 21 décembre 2005;

Considérant que l'article 17 du traité stipule, que celui-ci entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle les parties contractantes se sont communiquées par écrit qu'il est satisfait aux exigences constitutionnelles;

Considérant que la Flandre et les Pays-Bas ont exprimé le souhait d'aboutir à une coopération fondée sur un traité en matière de la politique et de la gestion de l'estuaire de l'Escaut;

Considérant que la Flandre et les Pays-Bas veulent axer leur coopération sur une protection maximale contre les inondations, sur l'accessibilité des ports situés sur l'Escaut et sur le maintien d'un écosystème estuarien sain et dynamique;

Considérant que lors de l'élaboration de cette politique une attention particulière est prêtée à la certitude de l'engagement des autorités locales, parmi lesquelles les administrations des ports situés sur l'Escaut et les acteurs sociaux;

Considérant que le Gouvernement flamand et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas ont convenu que les quatre Traités portant sur l'Escaut seront présentés à leurs parlements en tant qu'un ensemble;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 septembre 2007;

Sur la proposition du Ministre flamand des Réformes institutionnelles, des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité et du Ministre flamand des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le traité entre la Communauté flamande et la Région flamande, d'une part et le Royaume des Pays-Bas, d'autre part relatif à la coopération dans le domaine de la politique et de la gestion dans l'estuaire de l'Escaut, signé à Middelburg le 21 décembre 2005, et approuvé par le décret du 9 mars 2007, est ratifié.

Art. 2. Le Ministre-Président du Gouvernement flamand est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand des Réformes institutionnelles,
des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias et du Tourisme,

G. BOURGEOIS

VLAAMSE OVERHEID

N. 2008 — 3076

[C – 2008/36057]

- Verdrag tussen het Vlaams Gewest en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de beëindiging van de onderlinge koppeling van de loodsgeldtarieven,
 - Verdrag tussen het Vlaams Gewest en het Koninkrijk der Nederlanden betreffende de uitvoering van de Ontwikkelingsschets 2010 Schelde-estuarium, en de bijlagen A, B, C, D en E,
 - Verdrag tussen het Vlaams Gewest en het Koninkrijk der Nederlanden inzake het gemeenschappelijk nautisch beheer in het Scheldegebied,
 - Verdrag tussen de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest, enerzijds, en het Koninkrijk der Nederlanden anderzijds, inzake de samenwerking op het gebied van het beleid en het beheer in het Schelde-estuarium
- Instemming, ratificatie en notificatie

**Verdrag tussen het Vlaams Gewest en het Koninkrijk der Nederlanden
inzake de beëindiging van de onderlinge koppeling van de loodsgeldtarieven**

Het Vlaams Gewest

en

Het Koninkrijk der Nederlanden,

hierna te noemen "de Verdragsluitende Partijen",

Gelet op het op 19 april 1839 te Londen tot stand gekomen Tractaat tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België (hierna te noemen 'het Tractaat'),

Verwijzend naar de lange en hechte samenwerking op basis van het Tractaat tussen enerzijds het Koninkrijk België en het Vlaams Gewest en anderzijds het Koninkrijk der Nederlanden, die onder meer gestalte heeft gekregen in de in het Tractaat opgerichte Permanente Commissie van Toezicht op de Scheldevaart,

Overeenkomend dat, op basis van dit Verdrag, de loodsgelden en loodsvergoedingen voor de Scheldevaart in het vervolg worden vastgesteld door het Vlaams Gewest,

Overwegend dat tevens de voorwaarde vervalt, vervat in het op 12 mei 1863 te Brussel totstandgekomen Tractaat tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België nopens de afkoop van de Scheldetol, dat de loodsgelden op de Schelde nimmer hoger zullen zijn dan de loodsgelden die geheven worden op de mondingen van de Maas;

komen het volgende overeen :

Artikel 1

In Artikel IX, § 2, van het op 19 april 1839 te Londen totstandgekomen Tractaat tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België worden in de volzin "Des droits de pilotage modérés sont fixés d'un commun accord, et ces droits seront les mêmes pour les navires de toutes les nations." de woorden "d'un commun accord" geschrapt en wordt, na deze volzin, de volgende volzin ingevoegd : "De bevoegdheid tot het vaststellen van deze loodsgelden komt uitsluitend toe aan het Vlaams Gewest."

Artikel 2

Artikel 24, eerste lid, van het op 11 januari 1995 te Middelburg totstandgekomen Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Vlaams Gewest tot herziening van het Reglement ter uitvoering van Artikel IX van het Tractaat van 19 april 1839 en hoofdstuk II, afdelingen 1 en 2, van het Tractaat van 5 november 1842, zoals gewijzigd, voor wat betreft het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht daarop (Scheldereglement) komt als volgt te luiden :

1. De Vlaamse minister die de loodsdienst in zijn bevoegdheid heeft, stelt de loodsgeldtarieven, de loodsvergoedingen en de maatstaven daarvoor vast, alsmede de regels voor de toepassingen daarvan. De Vlaamse minister doet de commissarissen mededeling van zijn besluiten.

Artikel 3

In Artikel 5 van het op 12 mei 1863 te Brussel totstandgekomen Tractaat tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België nopens de afkoop van de Scheldetol vervalt de volgende volzin :

« Il reste d'ailleurs convenu que les droits de pilotage sur l'Escaut ne pourront jamais être plus élevés que les droits de pilotage perçus aux embouchures de la Meuse. »

Artikel 4

1. Overeenkomstig Artikel 24, eerste lid, van het in Artikel 2 van dit Verdrag genoemde Scheldereglement zullen de Vlaamse en Nederlandse ministers die de loodsdiensten in hun bevoegdheid hebben, in 2007 in onderlinge overeenstemming de loodsgeldtarieven voor de Scheldevaart binnen de marges in het tweede lid van deze bepaling vaststellen.

2. De loodsgeldtarieven voor de Scheldevaart kunnen, in afwijking van Artikel 5 van het Tractaat tussen Nederland en België van 12 mei 1863 nopens de afkoop van de Scheldetol, in de periode van 1 januari 2007 tot en met 31 december 2007 maximaal 7% hoger zijn dan die voor de vaart op Rotterdam.

Artikel 5

De in de Artikelen 1, 2 en 3 genoemde maatregelen worden van kracht op 1 januari 2008 dan wel, indien dit Verdrag in werking treedt na deze datum, op 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin dit verdrag in werking treedt.

Artikel 6

Dit Verdrag treedt in werking op de laatste dag van de eerste maand volgend op de dag waarop de Verdragsluitende Partijen elkaar hebben medegedeeld dat aan hun onderscheidenlijke constitutionele vereisten voor de inwerkingtreding is voldaan.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden van de Regeringen der Verdragsluitende Partijen dit Verdrag hebben ondertekend.

Ondertekend te Middelburg, op 21 december 2005, in tweevoud in de Nederlandse taal.

Voor het Vlaams Gewest,

Voor het Koninkrijk der Nederlanden,

(get.) ...

(get.) ...

**Verdrag tussen het Vlaams Gewest en het Koninkrijk der Nederlanden
betreffende de uitvoering van de Ontwikkelingsschets 2010 Schelde-estuarium**

Het Vlaams Gewest,

en

Het Koninkrijk der Nederlanden,

hierna te noemen "de Verdragsluitende Partijen",

Overtuigd van het belang van de optimalisering van de veiligheid, de toegankelijkheid en de natuurlijkheid in het Schelde-estuarium,

Handelend vanuit het vaste voornemen om daartoe voortvarend en in samenhang invulling te geven aan de door de Regeringen van de Verdragsluitende Partijen op 17 december 2004 en 11 maart 2005 vastgestelde besluiten van de Ontwikkelingsschets 2010 Schelde-estuarium,

Overwegende dat de uitvoering van de daarin voorziene projecten en werken zal bijdragen tot het behoud van de fysieke systeemkenmerken van het Schelde-estuarium;

komen het volgende overeen :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1

Doel en voorwerp van het Verdrag

1. Dit Verdrag heeft tot doel de tenuitvoerlegging te verzekeren van een aantal projecten en werken ten behoeve van de evenwichtige en duurzame ontwikkeling van het Schelde-estuarium en ter optimalisering van met name de veiligheid, de toegankelijkheid en de natuurlijkheid.

2. De Verdragsluitende Partijen zullen ervoor zorgdragen, dat bij de tenuitvoerlegging van de projecten en werken bedoeld in het eerste lid, de onderlinge samenhang behouden blijft. Vertragingen, belemmeringen of herzieningen van een bepaald project of een bepaald werk zullen de voortgang van andere projecten en werken niet verhinderen.

3. Met het oog op de optimalisering van de veiligheid, de toegankelijkheid en de natuurlijkheid dienen de fysieke systeemkenmerken van het Schelde-estuarium in hun natuurlijke dynamiek behouden te blijven. Hiertoe wordt, overeenkomstig Artikel 6, een gemeenschappelijk fysiek monitoringplan opgesteld en uitgevoerd.

Artikel 2

Begripsbepalingen

In dit Verdrag wordt verstaan onder :

- (a) "Nederland" : het in Europa gelegen deel van het Koninkrijk der Nederlanden;
- (b) "Vlaanderen" : het Vlaams Gewest;
- (c) "Schelde-estuarium" : de Schelde benedenstrooms van de sluizen van Gent en van de mondingsgebieden van de zijrivieren tot aan de monding in zee, zoals indicatief aangegeven op de kaart, opgenomen in bijlage A;
- (d) "vaargeul" : de doorgaande vaargeul in de Westerschelde en de Beneden-Zeeschelde tot 500 meter stroomopwaarts van het Deurganckdok, zoals indicatief aangegeven op de kaart, opgenomen in bijlage A;
- (e) "Bewindslieden" : de voor de in dit Verdrag geregelde aangelegenheden bevoegde bewindspersonen;
- (f) "Technische Scheldecommissie" : de Technische Scheldecommissie bedoeld in het Protocol van de besprekingen van Belgische, Luxemburgse en Nederlandse ministers, gehouden te Luxemburg op 29, 30 en 31 januari 1948, of de organisatie die haar opvolgt;
- (g) "Beheerders van de Schelde" : de als zodanig door de Nederlandse en Vlaamse Regering benoemde personen of aangewezen instanties.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van Verdragspartijen*

Artikel 3

Omschrijving van de te realiseren projecten en werken

1. De vaargeul wordt verruimd om een getijonafhankelijke vaart mogelijk te maken voor schepen met een diepgang van 13,10 meter op basis van een kielspeling van 12,5%. De technische beschrijving van de werken, waaronder het interventiepeil voor het baggeren, is opgenomen in bijlage B. Een vermindering van de kielspeling zal het bedoelde interventiepeil onverlet laten. Met de uitvoering van deze verruiming wordt ten laatste in 2007 van start gegaan, zodat de vermelde vaarmogelijkheid ten laatste in 2009 is gerealiseerd. Ter verwezenlijking van de verruiming worden de volgende werken voorbereid, uitgevoerd en onderhouden :

- (a) het plaatselijk verruimen van de vaargeul en het plaatselijk verruimen en eventueel verplaatsen van anker- en noodankergebieden, en voorzover noodzakelijk :
- (b) het opruimen van wrakken en andere obstakels in de vaargeul en in anker- en noodankergebieden;
- (c) het aanleggen van geulwandverdedigingen.

2. Met de volgende grensoverschrijdende projecten wordt ten laatste in 2007 van start gegaan :

(a) het vergroten van het Zwin met minimaal 120 en maximaal 240 ha door het landinwaarts verplaatsen van dijken in de Willem-Leopoldpolder;

(b) het ontwikkelen van een intergetijdengebied met een omvang van minimaal 440 ha in de Hertogin Hedwigepolder en het noordelijk gedeelte van de Prosperpolder.

3. In Nederland worden ten laatste in 2010 langs de Westerschelde werken uitgevoerd of in uitvoering genomen ter realisatie van minimaal 600 ha estuariene natuur. Voorzover de in het tweede lid omschreven projecten worden verwezenlijkt op Nederlands grondgebied, vormen deze een onderdeel van de in dit lid omschreven te realiseren natuur.

4. In Vlaanderen worden ten laatste in 2010 aan, langs of in het stroomgebied van de Zeeschelde, werken uitgevoerd of in uitvoering genomen ter realisatie van minimaal 1100 ha estuariene natuur of wetlands, waarvan een deel in het raam van de projecten en werken waartoe Vlaanderen beslist met het oog op de vergroting van de veiligheid. Voorzover de in het tweede lid omschreven projecten worden verwezenlijkt op Belgisch grondgebied, vormen deze een onderdeel van de in dit lid omschreven te realiseren natuur.

5. De Bewindslieden kunnen bijlage B, op voorstel van de Technische Scheldecommissie, in onderling overleg en met inachtneming van de doelstelling zoals verwoord in Artikel 1, wijzigen overeenkomstig Artikel 12, tweede lid.

Artikel 4

Vorbereiding, uitvoering en onderhoud van de projecten en werken

1. Behoudens het bepaalde in het vierde lid, draagt Nederland, of een door Nederland aan te duiden bestuursorgaan, op zijn grondgebied zorg voor de voorbereiding, de uitvoering en het onderhoud van de in Artikel 3 omschreven projecten en werken, daaronder begrepen studie en onderzoek, het organiseren en het doorlopen van de benodigde procedures, het opmaken van plannen en aanbestedingsbescheiden, de aanbesteding en het toezicht.

2. Vlaanderen draagt op Belgisch grondgebied zorg voor de voorbereiding, de uitvoering en het onderhoud van de in Artikel 3 omschreven projecten en werken, daaronder begrepen studie en onderzoek, het organiseren en het doorlopen van de benodigde procedures, het opmaken van plannen en aanbestedingsbescheiden, de aanbesteding en het toezicht.

3. Nederland en Vlaanderen bepalen in onderlinge overeenstemming de gezamenlijke planontwikkeling voor de in Artikel 3, tweede lid, omschreven grensoverschrijdende projecten en werken. Nederland kan de uitvoering van dit lid delegeren aan de provincie Zeeland. Indien Vlaanderen en de provincie Zeeland niet tot overeenstemming komen, dient deze overeenstemming alsnog te worden bereikt met Nederland.

4. Vlaanderen draagt zorg voor :

(a) de voorbereiding, de uitvoering en het onderhoud van de in Artikel 3, eerste lid, onder (a), bedoelde projecten en werken, daaronder begrepen studie en onderzoek, het opmaken van plannen en aanbestedingsbescheiden, de aanbesteding en het toezicht, en

(b) de voorbereiding en de uitvoering van de in Artikel 3, tweede lid, omschreven projecten en werken, daaronder begrepen studie en onderzoek, het opmaken van plannen en aanbestedingsbescheiden, de aanbesteding en het toezicht, doch met uitzondering van grondverwerving op Nederlands grondgebied.

5. De Technische Scheldecommissie bepaalt tijdig de procedure voor overdracht van de door Vlaanderen in Artikel 3, tweede lid, onder (b), uitgevoerde werken. Hierin wordt in ieder geval vastgelegd, dat Nederland bij de overdracht van deze werken alle rechten en verplichtingen van Vlaanderen ten opzichte van de aannemers overneemt. Deze overdracht zal geschieden binnen een maand na de melding door Vlaanderen, dat de projecten en werken zijn voltooid. De Technische Scheldecommissie ziet toe op deze overdracht.

6. De nadere regeling met betrekking tot de bestekken en overeenkomsten is opgenomen in bijlage C.

7. Bij de uitvoering van de in Artikel 3, tweede lid, omschreven projecten kan Vlaanderen het opgebaggerde zand uit de Beneden-Zeeschelde aanwenden voor de dijkopbouw mits de Technische Scheldecommissie hiertoe besluit.

8. Ter verwezenlijking van de in Artikel 3 omschreven projecten en werken binnen de aldaar bepaalde termijnen zullen de Verdragsluitende Partijen :

(a) op de meest efficiënte wijze toepassing geven aan de interne wetgeving voor de administratieve voorbereiding van de uit te voeren projecten en werken;

(b) alle nodige bestuurlijke besluiten, waaronder die met betrekking tot plannen en vergunningen, tijdig nemen; en

(c) in het algemeen, al het nodige doen zodat de aangegeven afspraken en termijnen, binnen het internwettelijk en Europeesrechtelijk kader en met een goede en zorgvuldige besluitvorming; worden geëerbiedigd.

Artikel 5

Bestuurlijke monitoring

1. De Verdragsluitende Partijen stellen een bestendige bestuurlijke monitoring in op basis waarvan zij, indien nodig, maatregelen treffen, zodat de in Artikel 3 bepaalde afspraken en termijnen worden geëerbiedigd.

2. De Technische Scheldecommissie bewaakt hiertoe, in overleg met de bevoegde instanties en overeenkomstig Artikel 4, de voorbereiding en de uitvoering van de in Artikel 3 omschreven projecten en werken binnen de aldaar bepaalde termijnen.

3. De Voorzitter van de Nederlandse of de Vlaamse delegatie in de Technische Scheldecommissie roept de Technische Scheldecommissie onverwijld bijeen, indien de uitvoering van de projecten en werken vertraging ondervindt of dreigt te ondervinden en stelt de Bewindslieden in kennis van deze vertraging of dreigende vertraging.

4. Indien de Technische Scheldecommissie op grond van het derde lid wordt bijeengeroepen, treft zij, waar mogelijk en onverminderd het gestelde in het eerste lid, maatregelen of doet zij voorstellen aan de Bewindslieden om de in Artikel 3 bepaalde termijnen te eerbiedigen.

Artikel 6

Fysieke monitoring

1. De Technische Scheldecommissie stelt een plan op ter fysieke monitoring van de effecten van de in Artikel 3 omschreven projecten en werken.

2. De Beheerders van de Schelde zijn gezamenlijk belast met de uitvoering van dit plan.

3. Uitsluitend de Technische Scheldec commissie is bevoegd om, bij consensus, desgevallend na aanvullend wetenschappelijk onderzoek, conclusies en aanbevelingen aan de Bewindslieden te richten betreffende de in Artikel 1, derde lid, omschreven doelstelling.

Artikel 7

Kosten, kostentoedeling en betalingsregeling

1. Voor de toepassing van dit Verdrag worden onder de kosten van de in Artikel 3 omschreven projecten en werken begrepen :

- (a) de algemene projectkosten ten behoeve van de projectbegeleiding, van het toezicht op de voortgang en de samenhang en van de algemene externe communicatie over de projecten;
- (b) de kosten van de voorbereiding, de uitvoering en het onderhoud, alsmede de kosten en schadevergoedingen wegens rechtmatige overheidsdaad, van de in Artikel 3, eerste lid, onder (a), omschreven verruimingswerken;
- (c) de kosten van de voorbereiding, de uitvoering en het onderhoud, alsmede de kosten en schadevergoedingen wegens rechtmatige overheidsdaad, van de in Artikel 3, eerste lid, onder (b), omschreven opruimingswerken;
- (d) de kosten van de voorbereiding, de uitvoering en het onderhoud, alsmede de kosten en schadevergoedingen wegens rechtmatige overheidsdaad, van de in Artikel 3, eerste lid, onder (c), omschreven geulwandverdedigingen;
- (e) de kosten van de voorbereiding, de uitvoering en het onderhoud van de in Artikel 3, tweede, derde en vierde lid, omschreven natuurontwikkelingsprojecten, met inbegrip van de projecten tegen overstromingen;
- (f) de kosten van monitoring en onderzoek, bedoeld in Artikel 6.

2. Onder de in het eerste lid, onder (a) tot en met (f), bedoelde kosten zijn, in voorkomend geval, begrepen :

- (a) de kosten van onderzoek, adviezen en laboratoriumproeven;
- (b) de belasting op de toegevoegde waarde.

3. De Verdragsluitende Partijen dragen ieder de kosten van hun eigen administratie ten aanzien van de projecten en werken omschreven in artikel 3.

4. De Verdragsluitende Partijen nemen elk 50 % van de kosten bedoeld in het eerste lid, onder (a), voor hun rekening.

5. Nederland neemt voor 25 % deel in de studiekosten van het in Artikel 3, eerste lid, omschreven project.

6. Nederland draagt voor een bedrag van maximaal 30 miljoen euro bij in de kosten van de werken, bedoeld in het eerste lid, onder (c) en (d), voorzover deze werken op Nederlands grondgebied plaatsvinden. Deze bijdrage wordt achtereenvolgens besteed aan :

- (a) 25 % van de kosten bedoeld in het eerste lid, onder (d), en, vervolgens,
- (b) de kosten bedoeld in het eerste lid, onder (c).

De in het eerste lid, onder (d), bedoelde geulwandverdedigingen zullen in beginsel drie jaar na het begin van de uitvoering van de verruimingswerken bedoeld in het eerste lid, onder (b), schriftelijk moeten zijn opgedragen.

7. De Verdragsluitende Partijen nemen elk de onderhoudskosten op zich van de werken bedoeld in het eerste lid, onder (c) en (d), verricht op hun grondgebied.

8. De overige in het eerste lid, onder (b), (c) en (d), bedoelde kosten komen ten laste van Vlaanderen.

9. De Verdragsluitende Partijen nemen elk de kosten op zich van de projecten bedoeld in het eerste lid, onder (e), verricht op hun eigen grondgebied, met dien verstande dat :

(a) de Verdragsluitende Partijen elkaar bij de uitvoering van de in Artikel 3, tweede lid, omschreven projecten de benodigde klei voor de dijkopbouw gratis ter beschikking stellen, voorzover deze winbaar is binnen het betreffende gebied en voorzover de in Artikel 4, derde lid, bedoelde planontwikkeling dit toelaat;

(b) indien er bij de in Artikel 3, tweede lid, onder (a), omschreven projecten voor wordt gekozen de afwatering van de landinwaarts gelegen polders te regelen met behulp van een gemeenschappelijke infrastructuur, de investerings- en exploitatiekosten van deze infrastructuur over beide Verdragsluitende Partijen worden verdeeld pro rata van de afgevoerde debieten;

(c) Vlaanderen de kosten op zich neemt van de voorbereiding en de uitvoering van de dijkverlegging, natuurontwikkeling en grondverwerving op Nederlands grondgebied met betrekking tot het in Artikel 3, tweede lid, onder (b), omschreven project. Met deze investering wordt rekening gehouden in geval van negatieve ontwikkelingen ten gevolge van het in Artikel 3, eerste lid, omschreven project.

10. De Verdragsluitende Partijen nemen elk voor hun eigen grondgebied de kosten bedoeld in het eerste lid, onder (f), voor hun rekening.

11. De Verdragsluitende Partijen zullen zich beijveren om de kosten van de in dit Verdrag omschreven projecten en werken zoveel te beperken als mogelijk is met behoud van een goede en zorgvuldige besluitvorming.

12. De betalingsregeling is opgenomen in bijlage D.

Artikel 8

Flexibele stortstrategie

1. Met het oog op het behoud van de fysieke systeemkenmerken in hun natuurlijke dynamiek doet de Technische Scheldec commissie, in overleg met de Beheerders van de Schelde, voorstellen voor een flexibele stortstrategie, waarbij de morfologische evolutie van het systeem nauwgezet wordt gevolgd en de stortstrategie in voorkomend geval aan deze evolutie kan worden aangepast.

2. Vlaanderen past de flexibele stortstrategie toe ter uitvoering van Artikel 4, vierde lid, onder (a).

Artikel 9

Openstaande schulden

Vlaanderen verbindt zich ertoe om ter finale kwijting een bedrag ten belope van 1.035.400,08 euro (2.279.735 gulden) over te maken aan Nederland ter delging van de achterstallige schulden van België inzake de Schelde-Rijnverbinding.

HOOFDSTUK III. — *Geschillenbeslechting*

Artikel 10

Geschillenbeslechting

1. Indien er tussen de Verdragsluitende Partijen geschillen ontstaan met betrekking tot de toepassing, de uitlegging of de uitvoering van dit Verdrag, zullen de Verdragsluitende Partijen deze geschillen in de eerste plaats regelen door middel van onderhandelingen.

2. Indien de Verdragsluitende Partijen er niet in slagen dit geschil te regelen door middel van onderhandelingen binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de formele aanvraag tot onderhandelingen door één van de Verdragsluitende Partijen, kan dit geschil op verzoek van één van de Verdragsluitende Partijen worden voorgelegd aan een scheidsgerecht.

3. De bepalingen betreffende de samenstelling van het scheidsgerecht en de procedure van het scheidsgerecht zijn opgenomen in bijlage E.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Artikel 11

Relatie met andere Verdragen

De bepalingen van dit Verdrag gelden onverminderd de rechten en verplichtingen van de Verdragsluitende Partijen die voortvloeien uit Artikel 9 van het Scheidingsverdrag van 19 april 1839 tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden en uit Artikel 113 van de Slotakte van het Congres van Wenen van 9 juni 1815.

Artikel 12

Wijzigingsprocedure

1. Door de Verdragsluitende Partijen schriftelijk overeengekomen wijzigingen van dit Verdrag, de bijlage E daarbij inbegrepen, treden in werking op de dag waarop de Verdragsluitende Partijen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de constitutionele vereisten is voldaan.

2. Wijzigingen van de bijlagen A, B, C en D worden schriftelijk overeengekomen tussen de Bewindslieden en treden in werking op een door hen te bepalen datum.

Artikel 13

Inwerkingtreding

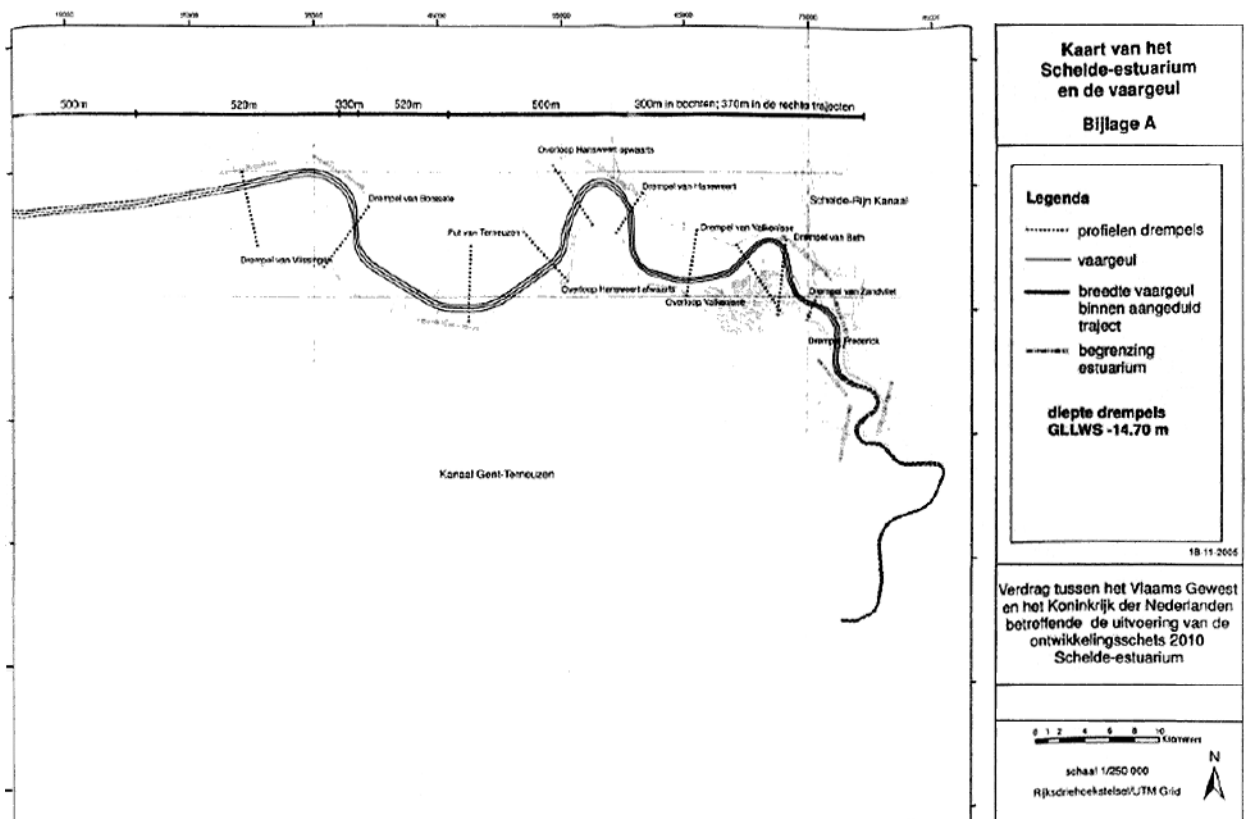
Dit Verdrag treedt in werking met ingang van de eerste dag van de tweede maand, volgend op de datum waarop de Verdragsluitende Partijen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de constitutionele vereisten is voldaan.

Ten blijk van de Gevolmachtigden van de Regeringen der Verdragsluitende Partijen dit Verdrag hebben ondertekend.

Ondertekend te Middelburg, op 21 december 2005, in tweevoud in de Nederlandse taal.

Voor het Vlaams Gewest,
(get.) ...

Voor het Koninkrijk der Nederlanden,
(get.) ...



Bijlage B

Technische beschrijving van de werken, waaronder het interventiepeil voor het baggeren

1. Om een getijonafhankelijke vaart mogelijk te maken voor schepen met een diepgang van 13,10 meter op basis van een kielspeling van 12,5 % wordt op de drempels van de vaargeul het volgende interventiepeil voor het baggeren aangehouden :

- Westerschelde ten oosten van de meridiaan van 3°33' oosterlengte GLLWS - 14,7 meter.
- Beneden-Zeeschelde tot 500 meter stroomopwaarts van het Deurganckdok GLLWS - 14,7 meter.

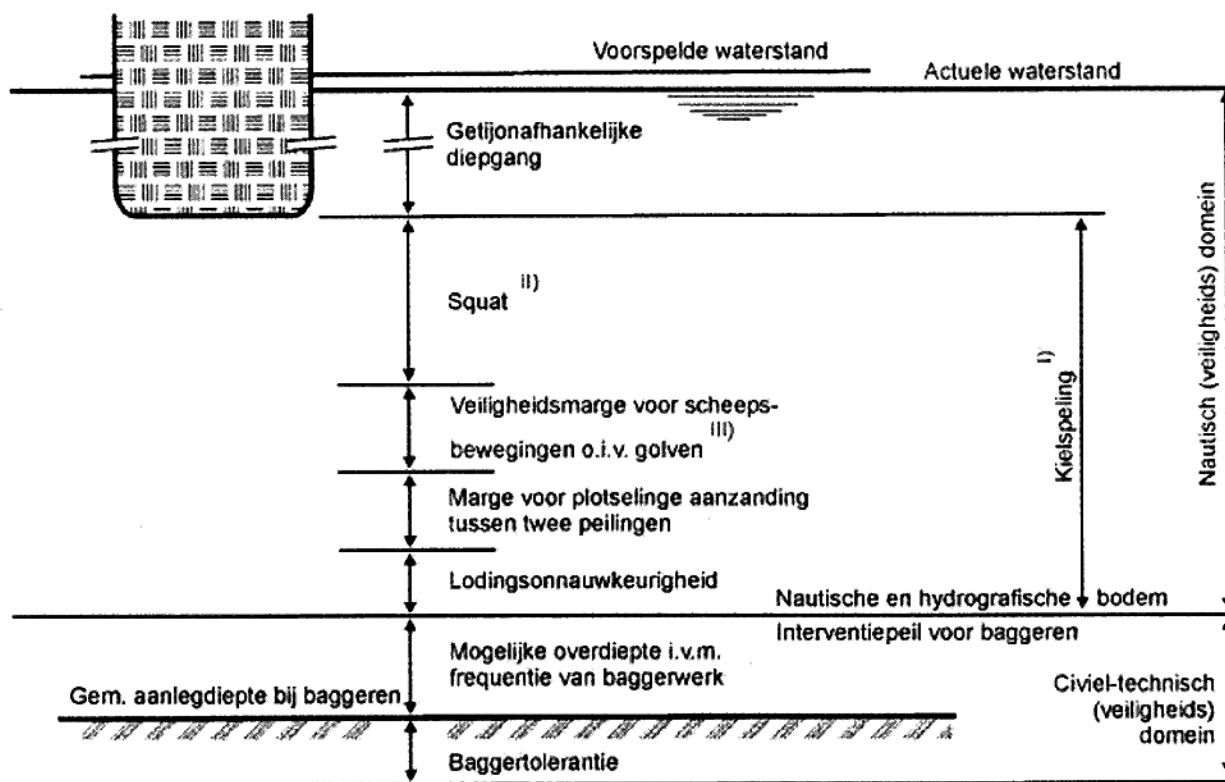
2. De ligging van de vaargeul en van de drempels is indicatief aangegeven in bijlage A waarin eveneens de maximale aanlegbreedten van de vaargeul zijn opgenomen.

3. Uitgaande van het interventiepeil is een overdiepte in verband met de frequentie van het baggeren toegestaan. Ten oosten van de meridiaan van 3°33' oosterlengte mag de overdiepte niet meer dan 0,7 meter bedragen, met dien verstande dat de gemiddelde overdiepte van alle betreffende drempels tezamen niet meer dan 0,3 meter mag bedragen. De maximale tolerantie beneden de aldus bepaalde aanlegdiepte bedraagt 0,3 meter.

4. Onder diepgang wordt in dit Verdrag verstaan de diepgang in zoet water, gemeten als de verticale afstand tussen de vlakke waterspiegel en het diepst gelegen punt van een stilliggend schip.

5. In het onderstaande schema is weergegeven wat in dit Verdrag onder kielspeling wordt begrepen.

KIELSPELING



I. Deze kielspeling moet tenminste gemiddeld aanwezig zijn in verband met de invloed van de waterdiepte op het manoeuvreergedrag (horizontale en/of verticale zuiging) van het schip. Daarin zijn ook scheepsbewegingen onder invloed van golven begrepen. Scheepsbewegingen ten gevolge van laterale winddruk, grote koersveranderingen etc. worden eveneens hiertoe gerekend.

II. Squat is sterk afhankelijk van de volgende variabelen :

- verhouding tussen waterdiepte en diepgang;
- vaarsnelheid (kwadratisch verband);
- volheidscoëfficiënt van het onderwaterschip.

III. Beneden een bepaalde drempelwaarde van de golfenergie is deze marge nihil.

Bijlage C

Nadere regeling met betrekking tot de bestekken en overeenkomsten

1. De Bewindslieden belasten elk een ambtenaar met de leiding van en het toezicht op de voorbereiding, de uitvoering en het onderhoud van de projecten en werken. Deze ambtenaren plegen regelmatig onderling overleg over alle vraagstukken van gemeenschappelijk belang die zich bij de voorbereiding, de uitvoering en het onderhoud voordoen. Ter verzekering van een goede voortgang van de projecten en werken ontvangen bedoelde ambtenaren de nodige machtigingen.

2. De bestekken en overeenkomsten tot uitvoering van de projecten en werken en de levering van materialen behoeven de voorafgaande goedkeuring van de ambtenaren. De uitvoering van de projecten en werken en de levering van materialen worden in onderlinge overeenstemming tussen de Bewindslieden opgedragen met inachtneming van het ter zake relevante recht van de Europese Gemeenschap (in het bijzonder de voorschriften op het terrein van overheidsaanbestedingen) en de in Nederland en Vlaanderen ter zake bestaande verbintenissen.

3. In de gevallen waarin een openbare aanbesteding niet mogelijk of niet wenselijk is, kan in onderlinge overeenstemming tussen de Bewindslieden en met inachtneming van het ter zake relevante recht van de Europese Gemeenschap (in het bijzonder de voorschriften op het terrein van overheidsaanbestedingen) een andere procedure worden gevolgd. Daarbij behoeft de keuze van de uit te nodigen aannemers of leveranciers de voorafgaande instemming van de Bewindslieden of, wanneer het projecten en werken of leveringen betreft waarvan de raming een bedrag van 500.000 euro niet overschrijdt, van de ambtenaren.

4. Indien tijdens de uitvoering noodzakelijk of wenselijk blijkende wijzigingen, afwijkingen of aanvullingen van de overeenkomstig punt 2 of 3 goedgekeurde stukken tot gevolg zouden hebben dat de kosten worden verhoogd met meer dan 10% van de aannemingsom, of tot gevolg zouden hebben dat de kosten van de aannemingsom met meer dan 500.000 euro worden verhoogd, is de goedkeuring van de Bewindslieden vereist. Indien tijdens de uitvoering noodzakelijk of wenselijk blijkende wijzigingen, afwijkingen of aanvullingen van de overeenkomstig punt 2 of 3 goedgekeurde stukken tot gevolg zouden hebben dat de kosten worden verhoogd met 10% of minder van de aannemingsom en de kosten van de aannemingsom met 500.000 euro of minder worden verhoogd, is de goedkeuring van de ambtenaren vereist.

5. Indien onvoorziene projecten of werken nodig zijn die een spoedeisend karakter hebben, kunnen deze worden uitgevoerd zonder dat de in punt 4 bedoelde goedkeuring is verkregen. In deze gevallen stelt de betrokken ambtenaar de andere ambtenaar zo spoedig mogelijk daarvan in kennis.

Bijlage D

Betalingsregeling

1. Volgens de voortgang van de projecten en werken zendt de Nederlandse respectievelijk Vlaamse in bijlage C punt 1 bedoelde ambtenaar aan de Vlaamse respectievelijk Nederlandse in bijlage C punt 1 bedoelde ambtenaar per aangetekende post de declaraties. De declaraties hebben betrekking op de kosten conform de bepalingen van dit Verdrag. De declaraties zijn voorzien van de nodige bewijsstukken.

2. Vergoedingen voor de ingebruikneming van de voor de projecten en werken ter beschikking gestelde gronden of materialen worden, voor zover niet inbegrepen in de facturen van derden, gedeclareerd na afloop van de maand waarop ze ter beschikking zijn gesteld.

3. De declaraties worden betaald binnen zes weken te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de declaraties.

4. Bij overschrijding van de in punt 3 genoemde termijn is voor de duur van de overschrijding gedurende de eerste zes maanden een enkelvoudige rentevergoeding verschuldigd ter hoogte van de wettelijke rente in Nederland dan wel in Vlaanderen, verhoogd met 1%. Vanaf de zevende maand van overschrijding is samengestelde rente verschuldigd.

5. Indien de Nederlandse respectievelijk Vlaamse ambtenaar bezwaar maakt tegen één of meer van de in een declaratie voorkomende bedragen, stelt hij de Vlaamse respectievelijk Nederlandse ambtenaar hiervan binnen vier weken na ontvangst van de declaratie per aangetekende post in kennis. Voor het niet betwiste deel van de declaratie geldt de betalingstermijn van punt 3. Over het betwiste deel van de declaratie nemen de Bewindslieden binnen één maand een besluit. De rentevergoeding over dit deel is als punt 4.

6. De Nederlandse en Vlaamse ambtenaar kunnen in onderling overleg een regeling opstellen omtrent de administratieve afhandeling van hetgeen in deze bijlage is bepaald.

Bijlage E

Samenstelling en procedure van het scheidsgerecht

1. Het in Artikel 10 van dit Verdrag genoemde scheidsgerecht bestaat uit vijf arbiters.

2. Elke Verdragsluitende Partij benoemt twee arbiters, waarvan er slechts één haar onderdaan mag zijn of in dienst mag zijn van de betrokken Partij, binnen een termijn van dertig dagen vanaf de datum waarop één van de Verdragsluitende Partijen van de andere Partij een diplomatieke nota heeft ontvangen, waarin om een scheidrechtelijke beslissing wordt verzocht.

3. De vier aldus gekozen arbiters bereiken overeenstemming over een vijfde arbiter binnen een volgende termijn van dertig dagen. Deze vijfde arbiter mag geen onderdaan zijn van of in dienst zijn van enige overheid, openbare instelling of overheidsbedrijf in het Koninkrijk België respectievelijk in het Koninkrijk der Nederlanden.

4. Indien één van de Partijen haar eigen arbiters niet benoemt binnen de termijn van dertig dagen of indien over de vijfde arbiter niet binnen de termijn van dertig dagen overeenstemming is bereikt, kan de Voorzitter van het Internationaal Gerechtshof, of indien deze de Belgische of Nederlandse nationaliteit bezit, de Vice-Voorzitter, door één van de Partijen worden verzocht een arbiter of arbiters te benoemen.

5. Het scheidsgerecht regelt zijn eigen werkwijze.

6. Het scheidsgerecht beslist bij meerderheid van stemmen.

7. De scheidrechtelijke uitspraak is met redenen omkleed, definitief en niet vatbaar voor beroep.

8. De kosten van het scheidsgerecht worden door beide Partijen gedragen, elke Partij voor de helft ervan. Elke Partij draagt de kosten van haar vertegenwoordiging in het geding.

**Verdrag tussen het Vlaams Gewest en het Koninkrijk der Nederlanden
inzake het gemeenschappelijk nautisch beheer in het Scheldegebied**

Het Vlaams Gewest

en

Het Koninkrijk der Nederlanden,

Hierna te noemen "de Verdragsluitende Partijen",

Overwegende dat door het Tractaat tussen België en Nederland van 19 april 1839 een Permanente Commissie van Toezicht op de Scheldevaart werd opgericht, die belast is met het gemeenschappelijk toezicht op het loodswezen, de betonning en het onderhoud van de zeegaten van de Schelde beneden Antwerpen,

Overwegende dat de hechte samenwerking tussen de Verdragsluitende Partijen door middel van de Permanente Commissie in de loop van de jaren steeds ruimer en intensiever is geworden door de uitbouw van het gemeenschappelijk toezicht op de vaarwegmarkering, de inrichting en benutting van een gemeenschappelijke radarketen langs de Schelde en de bijdrage tot het optimale functioneren van de Vlaamse en Nederlandse loodsdiensten op de Schelde,

Constaterend dat het nautisch beheer in het Scheldegebied vanaf 1 januari 2003 daadwerkelijk gemeenschappelijk door Nederland en Vlaanderen wordt uitgeoefend en dat dit, onder sturing door de Permanente Commissie, op een open en constructieve wijze gebeurt vanuit het gezamenlijk belang van de afwikkeling van een veilig en vlot scheepvaartverkeer,

Ervan overtuigd dat de verdragsrechtelijke instelling van een gemeenschappelijk nautisch beheer in het Scheldegebied een optimaal, veilig en vlot gebruik van de vaarwegcapaciteit verder zal bevorderen,

Overwegende dat de Permanente Commissie hierbij dient te fungeren als gemeenschappelijk beleidsorgaan, dat de kaders zal vaststellen waarbinnen een Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit zal optreden,

Overwegende dat de Permanente Commissie bij de uitoefening van het gemeenschappelijk nautisch beheer groot belang hecht aan samenwerking met de Scheldehavens en streeft naar optimale afstemming van het nautisch beheer in het Scheldegebied en in de havens door gezamenlijke invulling van de ketenbenadering,

Overwegende dat het gemeenschappelijk nautisch beheer in het algemeen tevens de Nederlands-Vlaamse samenwerking ten aanzien van het Schelde-estuarium verder zal bevorderen;

komen het volgende overeen :

Artikel 1

Definities

In dit Verdrag wordt verstaan onder :

- (a) Nederland : het in Europa gelegen deel van het Koninkrijk der Nederlanden;
- (b) Vlaanderen : het Vlaams Gewest;
- (c) Scheldegebied : de in Artikel 3, eerste lid, genoemde scheepvaartwegen;
- (d) Permanente Commissie : de Permanente Commissie van Toezicht op de Scheldevaart, samengesteld uit de Commissarissen bedoeld in Artikel IX, paragraaf 2, van het Tractaat tusschen Nederland en België van 19 april 1839;
- (e) Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit : de autoriteit bedoeld in Artikel 6;
- (f) Secretariaat : het secretariaat bedoeld in Artikel 7;
- (g) Verdragen : de Verdragen bedoeld in Artikel 4, tweede lid;
- (h) wettelijke voorschriften : alle algemeen verbindende voorschriften, vastgesteld door de bevoegde Belgische, Nederlandse en Vlaamse overheden, met betrekking tot het nautisch beheer, waarvan de gelding zich geheel of gedeeltelijk tot het Scheldegebied uitstrekt;
- (i) nautisch beheer : de zorg voor de afwikkeling van een veilig en vlot scheepvaartverkeer;
- (j) gemeenschappelijk nautisch beheer : het door Nederland en Vlaanderen gezamenlijk gevoerde nautisch beheer in het Scheldegebied;
- (k) schip : elk vaartuig, met inbegrip van een vaartuig zonder waterverplaatsing en een watervliegtuig, dat feitelijk wordt gebruikt of geschikt is om te worden gebruikt als middel tot verplaatsing te water;
- (l) verkeersbegeleiding : een dienstverlening die is opgezet om de veiligheid en de efficiëntie van het scheepsverkeer te verbeteren en het milieu te beschermen, die in het verkeer kan interveniëren en die op verkeerssituaties die zich op de in Artikel 3, eerste lid, genoemde scheepvaartwegen voordoen, kan reageren;
- (m) ketenbenadering : een optimale samenwerking tussen de Permanente Commissie, de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit, de verkeersbegeleidingsdiensten, de havenautoriteiten van Antwerpen, Gent, Terneuzen en Vlissingen, de loodsdiensten en de overige nautische dienstverleners waardoor het nautisch beheer in de onderscheiden beheersgebieden onderling wordt afgestemd en een geïntegreerde verkeersbegeleiding voor het gehele traject tussen zee en de ligplaats wordt verzekerd, waarbij rekening wordt gehouden met de diverse betrokken belangen;
- (n) nautische dienstverleners : de loodsdiensten, sleepdiensten en vast- en losmaakdiensten actief in het Scheldegebied en de havengebieden van Antwerpen, Gent, Terneuzen en Vlissingen;
- (o) vaarwegmarkering : de aanduiding van de vaarroutes, vaargeulen en mogelijke gevaren voor de scheepvaart door middel van betonning, bebakening of verlichting;
- (p) plaatsbepaling : het radionavigatiesysteem of de radionavigatiesystemen, gericht op het nauwkeurig bepalen van de positie van een schip, ter ondersteuning van de navigatie aan boord van schepen;
- (q) verkeersaanwijzing : het door een daartoe bevoegd persoon aan een of meer verkeersdeelnemers gegeven gebod of verbod om een bepaald resultaat in het verkeersgedrag te bewerkstelligen, waaronder mede worden begrepen de door of namens de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit in bijzondere gevallen met betrekking tot de doorvaart te geven verkeersaanwijzingen, inclusief de bekendmakingen aan de scheepvaart van de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit;
- (r) verkeersteken : een in, naast of boven een scheepvaartweg aangebracht voorwerp of aangebrachte combinatie van voorwerpen waarmee aan het scheepvaartverkeer wordt gegeven :

1° een inlichting over de toestand in een bepaald gedeelte van een scheepvaartweg, of

2° een inlichting, aanbeveling, gebod of verbod onderscheidenlijk opheffing van een gebod of verbod voor het verkeersgedrag in een bepaald gedeelte van een scheepvaartweg;

(s) bekendmaking met dezelfde strekking als een verkeerstekening : een schriftelijke mededeling aan het scheepvaartverkeer waarmee aan dat verkeer wordt gegeven :

1° een inlichting over de toestand in een bepaald gedeelte van een scheepvaartweg, of

2° een inlichting, aanbeveling, gebod of verbod onderscheidenlijk opheffing van een gebod of verbod voor het verkeersgedrag in een bepaald gedeelte van een scheepvaartweg.

Artikel 2

Doel en voorwerp van het Verdrag

1. Met de instelling van het gemeenschappelijk nautisch beheer beogen de Verdragsluitende Partijen een gezamenlijke en evenwaardige Nederlands-Vlaamse bevoegdheid en verantwoordelijkheid voor de afwikkeling van een veilig en vlot scheepvaartverkeer in het Scheldegebied te vestigen.

2. Het gemeenschappelijk nautisch beheer :

1° draagt zorg voor de instandhouding van de huidige niveaus van veiligheid en vlotheid van het scheepvaartverkeer en, zo mogelijk, voor de verbetering van de niveaus van veiligheid en vlotheid van het scheepvaartverkeer, waarbij een optimaal evenwicht tussen veiligheid en vlotheid wordt nagestreefd;

2° wordt aangepast aan de internationale en Europeesrechtelijke normen, alsmede aan de ontwikkelingen op technologisch, nautisch en transporteconomisch gebied.

3. Ter ondersteuning van de doelstellingen van het gemeenschappelijk nautisch beheer zal de Permanente Commissie initiatieven nemen ter verdere bevordering van de veiligheid op en rondom de Westerschelde. Deze initiatieven hebben in hoofdzaak betrekking op de beschikbaarheid van kwalitatief en kwantitatief adequaat rampenbestrijdingsmaterieel in het Scheldegebied. In dit verband zal zij binnen een jaar na inwerkingtreding van dit Verdrag een voorstel voor een werkplan opstellen en dit ter goedkeuring voorleggen aan de Verdragsluitende Partijen. Zij evalueert dit plan regelmatig en doet, waar nodig, voorstellen tot bijstelling van dit plan aan de Verdragsluitende Partijen.

4. Het gemeenschappelijk nautisch beheer heeft tot doel om, vanuit een havenneutrale benadering, een uniform nautisch regime voor het gehele Scheldegebied in te stellen, alsook de ketenbenadering te verwezenlijken en te concretiseren.

5. De Permanente Commissie waakt erover dat het nautisch regime voor het Scheldegebied in lijn ligt met dat voor de andere havens van Verdragsluitende Partijen en met dat voor andere havenregio's in Europa, rekening houdend met internationale normen terzake, de kenmerken van het Schelde-estuarium en de concurrentiepositie van de Scheldehavens ten opzichte van andere havens van de Le Havre-Hamburg range.

6. De Verdragsluitende Partijen verzekeren in het Scheldegebied een doelmatig en kostenefficiënt gemeenschappelijk nautisch beheer door de gezamenlijke inzet van de daarvoor periodiek ter beschikking te stellen financiële, materiële en personele middelen.

7. Het gemeenschappelijk nautisch beheer kan geen afbreuk doen aan de vrijheid van scheepvaart, het recht van onschuldige doorvaart en het recht van vrije scheepvaart zoals die krachtens het internationaal recht gelden op de in Artikel 3 genoemde scheepvaartwegen. In het bijzonder kan het geen afbreuk doen aan het recht van vrije scheepvaart zoals onder meer vastgelegd in Artikel IX en X van het Tractaat tusschen Nederland en België van 19 april 1839 en in Artikel 109 van de Slotakte van het Congres van Wenen van 9 juni 1815.

Artikel 3

Toepassingsgebied

1. Het gemeenschappelijk nautisch beheer is van toepassing op de volgende scheepvaartwegen :

(a) de Westerschelde en haar aanlooproutes gelegen in het door de Permanente Commissie nader afgebakende werkingsgebied van Vessel Traffic Services Schelde en haar Mondingen, voor zover ze gelegen zijn :

1° in de Belgische en Nederlandse territoriale zee;

2° daarbuiten in zones die door België, onderscheidenlijk Nederland, overeenkomstig de door de Internationale Maritieme Organisatie vastgestelde regels met betrekking tot verkeersbegeleidingssystemen buiten de Belgische en Nederlandse territoriale zee zijn aangewezen, voor zover het aangelegenheden betreft waarvoor de Verdragsluitende Partijen internationaalrechtelijk bevoegd zijn;

(b) het Nederlands gedeelte van het Kanaal van Gent naar Terneuzen vanaf de grens met België tot aan de sluisen van Terneuzen, alsmede het gebied van de Westsluis, de Middensluis en de Oostsluis te Terneuzen, de Westbuitenhaven en de Oostbuitenhaven te Terneuzen, tot aan de denkbeeldige lijn getrokken over de koppen van de havenhoofden;

(c) het Belgisch gedeelte van het Kanaal van Gent naar Terneuzen vanaf de Meulestedebrug tot de grens met Nederland;

(d) de Beneden-Zeeschelde, met inbegrip van de toegangsheuvelen van de sluisen tot aan de meest stroomafwaarts gelegen sluisdeuren, die voor de toepassing van dit Verdrag is begreep :

1° stroomopwaarts door het verlengde van de lijn getrokken door de twee richtingspalen gelegen op ongeveer één kilometer stroomopwaarts van het zuidelijk uiteinde der kaden van Antwerpen;

2° stroomafwaarts door de Belgisch-Nederlandse grens.

2. De Permanente Commissie kan, overeenkomstig Artikel 5, regels stellen met het oog op de precisering van de omschrijving en afbakening van de in het eerste lid genoemde scheepvaartwegen of, indien de gevolgen van infrastructurele veranderingen daartoe noodzaken, met het oog op de aanpassing ervan.

3. Het gemeenschappelijk nautisch beheer is, onverminderd de bepalingen van dit Verdrag betreffende de ketenbenadering, niet van toepassing op de havendokken en aanlegplaatsen die met de in het eerste lid bedoelde scheepvaartwegen in verbinding staan.

4. Het gemeenschappelijk nautisch beheer is van toepassing op alle schepen die het Scheldegebied bevaren.

Artikel 4

Permanente Commissie

1. De Permanente Commissie is samengesteld uit vier Commissarissen, waarvan de Nederlandse en Vlaamse Regering er ieder twee benoemen. Benoeming en ontslag vinden plaats op de wijze die de Nederlandse onderscheidenlijk de Vlaamse Regering bepaalt.

2. De Permanente Commissie behoudt haar taken en bevoegdheden verleend bij :

- (a) het Tractaat tussen Nederland en België van Londen van 19 april 1839;
- (b) het Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België, regelende de verlichting en de bebakening van de Westerschelde en haar mondingen van 's-Gravenhage van 23 oktober 1957;
- (c) de Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België inzake het aanleggen van een walradarketen langs de Westerschelde en haar mondingen van Brussel van 29 november 1978, zoals gewijzigd;
- (d) het Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Vlaams Gewest van Middelburg van 11 januari 1995 tot herziening van het Reglement ter uitvoering van Artikel IX van het Tractaat van 19 april 1839 en van hoofdstuk II, afdelingen 1 en 2, van het Tractaat van 5 november 1842, zoals gewijzigd, voor wat betreft het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht daarop (Scheldereglement).

3. In het raam van het gemeenschappelijk nautisch beheer stelt de Permanente Commissie, onverminderd de Verdragen, en met inachtneming van de rechten van scheepvaart bedoeld in Artikel 2, zevende lid, regels vast overeenkomstig Artikel 5.

4. De Permanente Commissie kan de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit algemene en bijzondere aanwijzingen geven met betrekking tot de uitoefening van haar taken en bevoegdheden.

5. Met het oog op de verbetering van het gemeenschappelijk nautisch beheer of ter uitvoering van dit Verdrag kunnen de in het tweede lid, onder (b) tot en met (d), vermelde Verdragen en het onderhavige Verdrag worden gewijzigd; de Permanente Commissie kan hiertoe voorstellen doen.

6. De Permanente Commissie evalueert het gemeenschappelijk nautisch beheer voortdurend. In alle geval stelt zij ten behoeve van de Regeringen minstens tweejaarlijks een evaluatierapport op, waarin wordt beoordeeld in welke mate de doelstellingen van dit Verdrag werden gerealiseerd en waarin in voorkomend geval maatregelen worden voorgesteld om deze doelstellingen beter te realiseren, te verfijnen of te wijzigen, inbegrepen verdragswijzigingen als bedoeld in het vijfde lid.

7. De Permanente Commissie neemt haar beslissingen bij consensus.

8. Ter regeling van haar werkzaamheden neemt de Permanente Commissie een huishoudelijk reglement aan.

9. De Permanente Commissie regelt de inrichting, de werkwijze en de beslissingsprocedures van de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit, met inachtneming van Artikel 6, eerste lid.

10. De Permanente Commissie regelt de inrichting van het Secretariaat.

Artikel 5

Regelstelling

1. De door de Permanente Commissie op grond van Artikel 4, derde lid, te stellen regels worden gesteld in het belang van :

- (a) het verzekeren van de veiligheid en het vlotte verloop van het scheepvaartverkeer;
- (b) het verzekeren van een doelmatige verkeersbegeleiding;
- (c) het optimaal gebruik van de vaarwegcapaciteit;
- (d) het instandhouden van scheepvaartwegen en het waarborgen van de veiligheid van hun infrastructuur;
- (e) het voorkomen of beperken van schade door het scheepvaartverkeer aan de waterhuishouding, oevers en waterkeringen, of werken gelegen in of over scheepvaartwegen;
- (f) het voorkomen of beperken van schade aan het milieu door het scheepvaartverkeer;
- (g) het concretiseren van de ketenbenadering.

2. De regels bedoeld in het eerste lid, hebben slechts betrekking op :

(a) het vaststellen van voorwaarden en het geven van verkeersaanwijzingen waaronder een schip het recht van scheepvaart kan uitoefenen op de scheepvaartwegen in het Scheldegebied, mits deze voorwaarden respectievelijk aanwijzingen noodzakelijk zijn voor de veilige en vlotte vaart van het schip;

(b) de vaarwegmarkering;

(c) het verbeteren van de benutbaarheid van de capaciteit van de scheepvaartwegen, waaronder de bepaling van de minimale kielspeling, zonder dat daarbij de kielspeling bepaald in het Verdrag tussen het Vlaams Gewest en het Koninkrijk der Nederlanden betreffende de uitvoering van de Ontwikkelingsschets 2010 Schelde-estuarium kan worden vergroot;

(d) het aanbrengen van verkeerstekens en het doen van bekendmakingen met dezelfde strekking als een verkeersteken;

(e) het geven van inlichtingen en adviezen door daartoe bevoegde personen aan een of meer verkeersdeelnemers met betrekking tot een scheepvaartweg of het scheepvaartverkeer;

(f) de verkeersbegeleiding;

(g) het gebruik van plaatsbepaling;

(h) de aangelegenheden in verband met het nautisch beheer in bovenomschreven kader, die uitvoering of omzetting vereisen van internationale en Europeesrechtelijke regelen;

(i) de nadere afbakening en omschrijving van de scheepvaartwegen van het Scheldegebied en hun onderdelen, als bedoeld in Artikel 3.

3. In de krachtens Artikel 4, derde lid, vast te stellen regels draagt de Permanente Commissie taken en bevoegdheden op aan de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit. De Permanente Commissie kan ten aanzien van opgedragen taken en bevoegdheden bepalen dat de beslissingen van de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit de goedkeuring van de Permanente Commissie behoeven.

4. De Permanente Commissie is bevoegd in de regels, bedoeld in het tweede lid, afzonderlijke voorschriften vast te stellen ten aanzien van de deelname van oorlogsschepen aan het scheepvaartverkeer.

5. De Permanente Commissie vraagt over de krachtens artikel 4, derde lid, vast te stellen regels voorafgaand advies aan de relevante bij de verkeersafwikkeling betrokken bestuursinstanties, organisaties en groeperingen. De Permanente Commissie kan hiervoor een adviesraad instellen.

6. De met de door de Permanente Commissie in overeenstemming met deze bepaling gestelde regels strijdige wettelijke voorschriften, blijven buiten toepassing.

7. De door de Permanente Commissie krachtens deze bepaling gestelde regels hebben in Nederland en Vlaanderen geen verbindende kracht dan nadat zij zijn bekendgemaakt in de Nederlandse Staatscourant en het *Belgisch Staatsblad*. De Permanente Commissie draagt zorg voor de bekendmaking. De regels voorzien in hun inwerkingtreding.

Bij gebreke van een voorziening voor de inwerkingtreding treden de regels in werking op de vijftiende kalenderdag na de datum van verschijning van de Nederlandse Staatscourant, onderscheidenlijk het *Belgisch Staatsblad*, waarin zij zijn bekendgemaakt. De laatste datum van verschijning is bepalend voor de aanvang van termijn, bedoeld in de vorige volzin.

Artikel 6

Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit

1. De Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit wordt gevormd door één ambtenaar van elke Verdragsluitende Partij, of één van zijn plaatsvervangers. De ambtenaren en hun plaatsvervangers worden van beider zijde aangesteld door de Bewindspersoon die het nautisch beheer onder zijn bevoegdheid heeft. Het alzo samengestelde orgaan beslist en treedt naar buiten toe op als één entiteit. Eenzijdige beslissingen door de samenstellende delen van de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit zijn uitgesloten.

2. Benoeming en ontslag van de ambtenaren en hun plaatsvervangers bedoeld in het eerste lid, vinden plaats op de wijze die de Nederlandse, onderscheidenlijk de Vlaamse Regering bepaalt.

3. De Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit is belast met het gemeenschappelijk nautisch beheer en voert de door de Permanente Commissie krachtens dit Verdrag vastgestelde regels uit.

4. Besluiten van de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit die van algemene strekking zijn, worden bekendgemaakt in de Nederlandse Staatscourant en het *Belgisch Staatsblad*. Andere besluiten van de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit kunnen worden bekendgemaakt in de Nederlandse Staatscourant en het *Belgisch Staatsblad*.

5. Onverminderd haar eigen taken in verband met scheepvaartincidenten en de bestrijding van calamiteiten, zal de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit bij calamiteiten die rechtstreeks gevolgen kunnen hebben voor de veiligheid aan land, handelen in overleg met de autoriteiten die krachtens de nationale wetgeving bevoegd zijn voor de rampenbestrijding. De Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit verleent aan deze autoriteiten advies en bijstand.

6. De Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit verstrekt de Permanente Commissie alle verlangde inlichtingen.

7. Met het oog op de evaluatierapportage van de Permanente Commissie bedoeld in Artikel 4, zesde lid, brengt de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit aan de Permanente Commissie minstens tweemaal een schriftelijk rapport uit met betrekking tot de wijze waarop zij haar taken en bevoegdheden in de voorbije periode heeft uitgeoefend.

Artikel 7

Secretariaat

1. De Permanente Commissie stelt een secretariaat in dat evenwichtig is samengesteld uit Vlaamse en Nederlandse ambtenaren.

2. Het Secretariaat heeft tot taak om :

(a) de Permanente Commissie en de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit te ondersteunen op inhoudelijk, administratief en secretariaeel gebied;

(b) de externe communicatie te ondersteunen.

Artikel 8

Ketenbenadering

1. Dit Artikel doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de Permanente Commissie en de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit in het Scheldegebied en de bevoegdheden van de havenautoriteiten in hun havengebied.

2. Teneinde de ketenbenadering te ontwikkelen en in praktijk te brengen, en onverminderd Artikel 5, vijfde lid, treedt de Permanente Commissie in overleg met de havenautoriteiten, en sluit zij daarmee overeenkomsten. Op basis daarvan maakt de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit werkafspraken met de havenkapiteinsdiensten respectievelijk de havenmeesters en met de nautische dienstverleners.

3. Bij het uitoefenen van haar bevoegdheden op grond van Artikel 6 neemt de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit de door de individuele havenautoriteiten opgestelde verkeersplanning als uitgangspunt, en toetst zij deze aan de randvoorwaarden van het gemeenschappelijk nautisch beheer met het oog op een veilig en vlot scheepvaartverkeer in het gehele Scheldegebied.

4. De Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit en de havenautoriteiten organiseren hun samenwerking derwijze dat de geïntegreerde verkeersafwikkeling binnen de ketenbenadering optimaal in praktijk wordt gebracht.

5. In geval van conflicten inzake de prioritering van de scheepvaart naar of van de onderscheiden havens of in geval de door de havenautoriteiten opgestelde verkeersplanning niet te verenigen is met een veilige en vlotte afwikkeling van de scheepvaart, beslist de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit op basis van een havenneutrale benadering.

6. Met inachtneming van de voorgaande leden treedt de Permanente Commissie in nauw overleg met de havenautoriteiten teneinde de overleg- en samenwerkingsstructuur in het kader van de ketenbenadering vast te stellen en deze neer te leggen in de overeenkomsten bedoeld in het tweede lid.

Artikel 9

Openbaarheid van documenten

1. De Permanente Commissie ontwikkelt, onverminderd het overigens bij dit Verdrag bepaalde, een beleid inzake de openbaarheid van de onder haar berustende documenten. De Permanente Commissie stelt regels op met betrekking tot de openbaarheid van deze documenten en de behandeling van de tot haar gerichte verzoeken tot openbaarmaking ervan. De in die regels op te nemen beperkingen op de openbaarmaking van documenten zijn in overeenstemming met de toepasselijke internationaalrechtelijke en Europeesrechtelijke regels terzake en voeren voor het overige geen beperkingen van de openbaarheid in die verder gaan dan de in Nederland en Vlaanderen geldende wettelijke voorschriften.

2. Indien een verzoek om openbaarmaking van documenten die betrekking hebben op het gemeenschappelijk nautisch beheer in het Scheldegebied wordt ingediend bij enig orgaan van de Verdragsluitende Partijen, plegen de Verdragsluitende Partijen overleg alvorens de desbetreffende Verdragsluitende Partij een beslissing op dat verzoek neemt. De Permanente Commissie adviseert de Verdragsluitende Partijen over de te nemen beslissing en houdt daarbij rekening met de toepasselijke internationaalrechtelijke en Europeesrechtelijke normen terzake en met de in Nederland en Vlaanderen geldende wettelijke voorschriften met betrekking tot de openbaarheid van bestuur. Indien beslist wordt in afwijking van het advies van de Permanente Commissie wordt deze afwijking gemotiveerd.

3. Onverminderd Artikel 3 van de op 29 november 1978 te Brussel totstandgekomen Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België inzake het aanleggen van een walradarketen langs de Westerschelde en haar mondingen, regelt de Permanente Commissie de openbaarmaking van gegevens in verband met het scheepvaartverkeer aan de gerechtelijke autoriteiten en desgevallend gerechtsdeskundigen en procespartijen, en stelt zij de desbetreffende voorwaarden vast.

Artikel 10

Rechtsbescherming en aansprakelijkheid

1. Vorderingen die betrekking hebben op besluiten, handelingen of verzuimen van de Permanente Commissie of op besluiten, handelingen of verzuimen van de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit worden ingesteld tegen de Permanente Commissie en worden gebracht voor de gewone rechtbanken in België en voor de burgerlijke rechter in Nederland, meer bepaald :

1° wat betreft vorderingen gericht tegen de besluiten van de Permanente Commissie, voor een rechtbank van één van beide landen, naar keuze van de eiser;

2° in andere gevallen :

(a) waarbij een schip betrokken is met als bestemming of herkomst een Belgische haven, voor een Belgische rechtbank;

(b) waarbij een schip betrokken is met als bestemming of herkomst een Nederlandse haven, voor een Nederlandse rechtbank;

(c) waarbij verschillende schepen betrokken zijn met als bestemming of herkomst havens van beide landen, voor de rechtbank van het land van de eerste haven waarheen of waaruit het schip met de grootste bruto-tonnenmaat voer;

3° in gevallen die niet onder 2° vallen, voor een rechtbank van één van beide landen, naar keuze van de eiser.

2. De rechtbank past het interne aansprakelijkheidsrecht toe, inbegrepen daarvan deel uitmakende ontheffingen of beperkingen van aansprakelijkheid.

3. Rechterlijke uitspraken die in kracht van gewijsde zijn gegaan, dan wel door de bevoegde rechter uitvoerbaar bij voorraad zijn verklaard, kunnen gelijkelijk in Nederland en België worden geëxecuteerd. Op de executie is het recht van het land van executie van toepassing.

4. De Verdragsluitende Partijen stellen de Permanente Commissie in staat rechterlijke uitspraken uit te voeren en dragen, ongeacht de oorzaak of de omstandigheden van het geval, ieder de helft van de daaraan verbonden lasten.

5. Met het oog op de toepassing van dit Artikel heeft de Permanente Commissie zetels te Antwerpen en te Vlissingen. De Permanente Commissie maakt beide adressen bekend in de Nederlandse Staatscourant en het *Belgisch Staatsblad*.

6. De Permanente Commissie betreft de toepassing van deze bepaling bij de evaluatie bedoeld in Artikel 4, zesde lid, en kan, met het oog op efficiëntie en de consistentie van de rechtspraak, aan de Regeringen zo nodig voorstellen voor een aanpassing van dit Artikel doen.

Artikel 11

Strafrechtelijke sancties

1. Ten aanzien van de strafbaarstelling van de overtreding van de bij of krachtens dit Verdrag vastgestelde regels en besluiten, dragen de Verdragsluitende Partijen zorg voor de vaststelling van de nodige regels terzake. De Verdragsluitende Partijen streven daarbij naar een harmonisatie van de strafmaat. De strafbaarstellingen en de strafmaten zullen niet betekenisvol afwijken van de strafbaarstellingen en de strafmaten voor de scheepvaartwegen van de Verdragsluitende Partijen die buiten het Scheldegebied zijn gelegen. De Permanente Commissie zal zich inspannen om de bevoegde overheden te brengen tot een onderlinge afstemming van het vervolgingsbeleid in de beide landen.

2. Uitsluitend de Belgische overheid is bevoegd tot vervolging en berechting van een gezagvoerder van een schip, inzake de overtreding van de regels en besluiten, bedoeld in het eerste lid, indien de overtreding uitsluitend is gepleegd op Belgisch grondgebied.

3. Uitsluitend de Nederlandse overheid is bevoegd tot vervolging en berechting van een gezagvoerder van een schip, inzake de overtreding van de regels en besluiten, bedoeld in het eerste lid, indien de overtreding uitsluitend is gepleegd op Nederlands grondgebied.

4. Indien de gezagvoerder van een schip de overtreding van een regel of besluit, bedoeld in het eerste lid, op zowel Belgisch als Nederlands grondgebied heeft gepleegd, is :

(a) uitsluitend de Belgische overheid bevoegd tot vervolging en berechting van de gezagvoerder, indien het een schip betreft onder Belgische vlag;

(b) uitsluitend de Nederlandse overheid bevoegd tot vervolging en berechting van de gezagvoerder, indien het een schip betreft onder Nederlandse vlag;

(c) de Belgische overheid bij voorrang bevoegd tot vervolging en berechting van de gezagvoerder, indien het een schip betreft onder een andere vlag dan genoemd onder (a) en (b). Indien binnen een termijn van zes maanden in België de procedure tot vervolging niet werd ingezet, zal vervolging en berechting door de Nederlandse overheid kunnen plaatsvinden.

5. Een overtreding als bedoeld in het eerste lid, wordt beoordeeld volgens de regels terzake van het land waarvan de overheid ingevolge het tweede tot en met het vierde lid, bevoegd is tot vervolging en berechting.

6. De Verdragsluitende Partijen zijn wederzijds verplicht tot het ter beschikking stellen van opsporingsgegevens en informatie over niet-vervolging en vonnissen.

7. Opsporings- en vervolgingshandelingen dienen tot zo weinig mogelijk vertraging voor het betrokken schip te leiden.

Artikel 12

Verhouding tussen het nautisch beheer en andere beleidsdomeinen

1. De Verdragsluitende Partijen informeren elkaar tijdig over belangrijke beleidsvoornemens en plannen, alsmede de voorbereiding van belangrijke besluiten van de bevoegde overheidsorganen op hun grondgebied in andere beleidsdomeinen, inzonderheid op het gebied van de ruimtelijke ordening, de infrastructuur en het milieubeheer, waarvan redelijkerwijs kan worden aangenomen dat deze van invloed kunnen zijn op het nautisch beheer in het Scheldegebied.

2. Iedere Verdragsluitende Partij heeft het recht bezwaar te maken bij de andere Verdragsluitende Partij indien zij meent dat dergelijke of andere beleidsvoornemens, plannen of besluiten de doelstellingen van dit Verdrag in gevaar kunnen brengen of met dit Verdrag niet in overeenstemming zijn.

3. Een bezwaar als bedoeld in het tweede lid, kan door de commissarissen van de desbetreffende Verdragsluitende Partij schriftelijk en gemotiveerd ter kennis worden gebracht van de Permanente Commissie. De Permanente Commissie beraadslaagt over het bezwaar. Indien de betrokken Verdragsluitende Partij het bezwaar handhaaft, brengt de Permanente Commissie het, desgevallend vergezeld van haar eigen advies, ter kennis van het desbetreffende overheidsorgaan van de andere Verdragsluitende Partij. De reactie van deze laatste wordt via de Permanente Commissie overgebracht aan de Verdragsluitende Partij die het bezwaar heeft ingediend.

4. De Permanente Commissie, onderscheidenlijk de Verdragsluitende Partij of Verdragsluitende Partijen die het aangaat, is, respectievelijk zijn bevoegd, overeenkomstig het interne recht bij het desbetreffende overheidsorgaan een zienswijze naar voren te brengen en bij de bevoegde rechtsprekende instantie een bezwaar- of verzoekschrift in te dienen of een vordering of beroep in te stellen tegen een beleidsvoornemen, plan of besluit als bedoeld in het tweede lid.

Artikel 13

Beslechting van geschillen tussen de Verdragsluitende Partijen

1. De Permanente Commissie beraadslaagt over alle geschillen die zich mochten voordoen bij de toepassing, uitlegging of tenuitvoerlegging van dit Verdrag en tracht deze tot een oplossing te brengen.

2. Indien de Permanente Commissie er niet in slaagt een geschil te regelen op basis van het eerste lid, zal de Permanente Commissie de Verdragsluitende Partijen verzoeken dit geschil te regelen door onderhandelingen. Deze onderhandelingen worden geacht te zijn begonnen op de datum van het verzoek daartoe van de Permanente Commissie en zullen niet langer dan zes maanden duren. Ingeval de oplossing van een geschil door één van de Verdragsluitende Partijen als dringend wordt beschouwd, wordt deze onderhandelingstermijn teruggebracht tot maximaal drie maanden.

3. Indien de Verdragsluitende Partijen er niet in slagen het geschil te regelen overeenkomstig het tweede lid, kan het op verzoek van één der Verdragsluitende Partijen ter beslissing worden voorgelegd aan een scheidsgerecht van drie arbiters. De bepalingen betreffende de samenstelling en procedure van dit gerecht zijn opgenomen in de bijlage van dit Verdrag, die een geïntegreerd onderdeel vormt van dit Verdrag.

Artikel 14

Wijzigingsbepaling

De bijlage bij het Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België en het Vlaams Gewest van Middelburg van 11 januari 1995 tot herziening van het Reglement ter uitvoering van Artikel IX van het Tractaat van 19 april 1839 en van hoofdstuk II, afdelingen 1 en 2, van het Tractaat van 5 november 1842, zoals gewijzigd, voor wat betreft het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht daarop (Scheldereglement) wordt als volgt gewijzigd :

A

Artikel 1, onder 2, komt te luiden : "bevoegde autoriteit : de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit, genoemd in artikel 5 van het Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Vlaams Gewest inzake het gemeenschappelijk nautisch beheer in het Scheldegebied,".

B

Artikel 9 wordt als volgt gewijzigd :

1. Het eerste lid komt te luiden : "De gezagvoerder van een zeeschip is verplicht gebruik te maken van de diensten van een loods. De gezagvoerder van een Scheldevaarder is verplicht gebruik te maken van een tot de Vlaamse of de Nederlandse loodsdienst behorende loods. De gezagvoerder van een zeeschip dat geen Scheldevaarder is, is verplicht gebruik te maken van de diensten van een tot de Nederlandse loodsdienst behorende loods".

2. In het tweede lid, onder a., wordt "Scheldevaarders" vervangen door : zeeschepen.

3. In het tweede lid, onder b., wordt "de door de Vlaamse en Nederlandse ministers die de loodsdiensten in hun bevoegdheid hebben" vervangen door : de commissarissen.

C

Artikel 13 komt als volgt te luiden :

« Artikel 13

1. De gezagvoerder van een Scheldevaarder die ingevolge Artikel 9 verplicht is gebruik te maken van de diensten van een loods, is verplicht om het verwachte tijdstip van aankomst bij de loodskruispost tijdig aan te kondigen op de door de commissarissen vast te stellen wijze. De gezagvoerder wordt voorzien van een loods in een volgorde bepaald volgens door de commissarissen vast te stellen regels.

2. De gezagvoerder van een zeeschip dat geen Scheldevaarder is moet het verwachte tijdstip van aankomst bij de loodskruispost melden overeenkomstig de geldende nationale wettelijke voorschriften. »

D

Artikel 14 komt als volgt te luiden :

« Artikel 14

1. De gezagvoerder van een Scheldevaarder die ingevolge artikel 9 verplicht is gebruik te maken van de diensten van een loods, is verplicht om het verwachte tijdstip van vertrek uit een haven of van een anker- of ligplaats tijdig aan te kondigen op de door de commissarissen vast te stellen wijze. De gezagvoerder wordt voorzien van een loods in een volgorde bepaald volgens door de commissarissen vast te stellen regels.

2. De gezagvoerder van een zeeschip dat geen Scheldevaarder is moet het verwachte tijdstip van vertrek uit een haven of van een anker- of ligplaats melden overeenkomstig de geldende nationale wettelijke voorschriften. »

E

Artikel 16 komt te luiden :

« Artikel 16

1. De Vlaamse en Nederlandse loodsdiensten stellen gezamenlijk voorschriften op met betrekking tot :

- a. de door de loodsen bij de uitoefening van hun taak te gebruiken navigatie- en communicatiemiddelen;
- b. de wijze van loodswisseling;
- c. de wijze van beëindiging van de loodsreis;
- d. overige onderwerpen van operationele aard.

2. De voorschriften bedoeld in het eerste lid, zijn uitsluitend gericht tot de loodsen die deel uitmaken van de bevoegde Vlaamse en Nederlandse loodsdiensten. De voorschriften behoeven de goedkeuring van de bevoegde autoriteit. »

F

Artikel 17 vervalt.

G

Artikel 19 vervalt.

H

Na de aanduiding "HOOFDSTUK V. — Loodsgeld en loodsgeldvergoedingen" wordt een artikel ingevoegd, luidende :

« Artikel 22a

De gezagvoerder van een zeeschip dat geen Scheldevaarder is, is gehouden loodsgeld te betalen overeenkomstig de geldende nationale wettelijke voorschriften. »

I

Artikel 25 komt te luiden :

« Artikel 25

De loodsgeldtarieven en loodsvergoedingen worden vastgesteld in Euro. »

J

Artikel 31 komt te luiden :

« Artikel 31

1. Er wordt voorzien in een gemeenschappelijk toezicht op :

- a. alle objecten die dienen voor de bevordering van de veiligheid en vlotte afwikkeling van het scheepvaartverkeer, het behoud van de vaargeulen, en het functioneren van die objecten;
- b. de loodsdiensten op de Schelde en haar mondingen en op het Kanaal van Gent naar Terneuzen.

2. De Permanente Commissie van Toezicht op de Scheldevaart, bedoeld in het tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Vlaams Gewest op 21 december 2005 gesloten Verdrag inzake het gemeenschappelijk nautisch beheer in het Scheldegebied, is belast met het gemeenschappelijk toezicht, bedoeld in het eerste lid.

3. De commissarissen informeren de loodsdiensten over alle regelingen die zij ingevolge dit reglement vaststellen en over alle besluiten die zij ingevolge dit reglement of de krachtens dit reglement vastgestelde regelingen nemen, voor zover deze besluiten betrekking hebben op de loodsdiensten. »

K

Artikel 32 vervalt.

L

Artikel 33 wordt als volgt gewijzigd :

1. Voor de tekst van het eerste lid, vervalt de aanduiding "1."
2. Het tweede en derde lid, vervallen.

M

Na artikel 36 wordt de volgende aanduiding ingevoegd :

« HOOFDSTUK VIII. — Vaststelling, bekendmaking en inwerkingtreding van voorschriften" »

N

Artikel 37 komt te luiden :

« Artikel 37

1. De bij en krachtens de artikelen 2, onder a. en b., 4, tweede lid, 5, zesde lid, 9, tweede lid, onder a. en b., derde en vierde lid, 10, derde en vierde lid, 11, 13, eerste lid, 14, eerste lid, 15, derde lid, 16, eerste lid, 18, vierde lid, 21 en 24, eerste lid, vastgestelde voorschriften hebben in Nederland en Vlaanderen geen verbindende kracht dan nadat zij zijn bekendgemaakt in de Nederlandse Staatscourant en het *Belgisch Staatsblad*. De commissarissen dragen zorg voor de bekendmaking.

2. De voorschriften voorzien in hun inwerkingtreding. Bij gebreke van een voorziening voor hun inwerkingtreding treden de regels in werking op de vijftiende kalenderdag na de datum van verschijning in de Nederlandse Staatscourant, onderscheidenlijk het *Belgisch Staatsblad*, waarin zij zijn bekendgemaakt. De laatste datum van verschijning is bepalend voor de aanvang van de termijn, bedoeld in de vorige volzin. »

Artikel 15

Overgangsbepaling

Zolang de Permanente Commissie ten aanzien van een bepaald onderwerp geen regels, bedoeld in Artikelen 4, derde lid, en 5 heeft vastgesteld, of deze regels eenmaal vastgesteld nog niet van kracht zijn, blijven de desbetreffende wettelijke voorschriften van toepassing, met dien verstande dat de door die wettelijke voorschriften aan interne overheden van de Verdragsluitende Partijen toegekende uitvoerings- en toepassingsbevoegdheden worden uitgeoefend door de Gemeenschappelijke Nautische Autoriteit.

Artikel 16

Inwerkingtreding

Dit Verdrag treedt in werking met ingang van de eerste dag van de tweede maand, volgend op de dag waarop de Verdragsluitende Partijen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de constitutionele eisen is voldaan.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden van de Regeringen der Verdragsluitende Partijen dit Verdrag hebben ondertekend.

Ondertekend te Middelburg op 21 december 2005, in tweevoud in de Nederlandse taal.

Voor het Vlaams Gewest,

Voor het Koninkrijk der Nederlanden,

(get)

(get)

Bijlage

Samenstelling en procedure van het gerecht bedoeld in Artikel 13

1. Het in Artikel 13 van dit Verdrag genoemde gerecht bestaat uit drie arbiters, van wie elke Verdragsluitende Partij er één benoemt. De twee aldus gekozen arbiters bereiken overeenstemming over de derde arbiter. Deze derde arbiter mag geen onderdaan zijn of in dienst zijn van het Koninkrijk België of het Koninkrijk der Nederlanden. Elk van de Verdragsluitende Partijen wijst een arbiter aan binnen een termijn van dertig dagen vanaf de datum waarop één van de Verdragsluitende Partijen van de andere Verdragsluitende Partij een diplomatieke nota heeft ontvangen waarin om een scheidsrechtelijke beslissing wordt verzocht. Over de derde arbiter wordt binnen een volgende termijn van dertig dagen overeenstemming bereikt. Indien één van de Verdragsluitende Partijen haar eigen arbiter niet aanwijst binnen de termijn van dertig dagen of indien over de derde arbiter niet binnen de genoemde termijn overeenstemming is bereikt, kan de voorzitter van het Internationaal Gerechtshof, en indien deze onderdaan is van het Koninkrijk België of het Koninkrijk der Nederlanden, de vice-voorzitter van dit Hof, door één van de Verdragsluitende Partijen worden verzocht een arbiter of arbiters te benoemen.

2. Het gerecht regelt zijn eigen werkwijze.

3. Het gerecht beslist bij meerderheid van stemmen.

4. De scheidsrechtelijke uitspraak is met redenen omkleed, definitief en niet vatbaar voor beroep.

5. Het scheidsgerecht kan in elke stand van het geding, na Partijen te hebben gehoord, de voorlopige maatregelen voorschrijven die het noodzakelijk acht, of reeds voorgeschreven voorlopige maatregelen intrekken. Zodanige maatregelen lopen niet vooruit op de definitieve scheidsrechtelijke uitspraak.

6. De kosten van het gerecht worden door beide Verdragsluitende Partijen, elk voor de helft, gedragen. Elke Verdragsluitende Partij draagt de kosten van haar vertegenwoordiging in het geding.

**Verdrag tussen de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest, enerzijds
en het Koninkrijk der Nederlanden anderzijds, inzake de samenwerking
op het gebied van het beleid en het beheer in het Schelde-estuarium**

De Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest, enerzijds,

en

Het Koninkrijk der Nederlanden, anderzijds,

hierna te noemen "de Verdragsluitende Partijen",

Verwijzend naar de lange en hechte samenwerking tussen enerzijds Nederland en anderzijds België en Vlaanderen, die haar aanvang heeft genomen bij de totstandkoming van het Tractaat tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België van 19 april 1839,

Overwegende dat krachtens het Protocol van besprekingen tussen Belgische, Luxemburgse en Nederlandse ministers in Luxemburg op 29, 30 en 31 januari 1948 de Technische Scheldecommissie werd opgericht, die werd belast met het uitvoeren van studies omtrent het beheer van de Schelde,

Wensende de langdurige goede samenwerking in de Technische Scheldecommissie te versterken en te ontwikkelen door de oprichting van de Vlaams-Nederlandse Scheldecommissie,

Overwegende dat de Vlaams-Nederlandse Scheldecommissie het gezamenlijk beleid en beheer van het Schelde-estuarium tot doel heeft,

Overwegende dat de Verdragsluitende Partijen hun samenwerking wensen te richten op een dynamische ontwikkeling en optimalisatie van de veiligheid, de toegankelijkheid en de natuurlijkheid van het Schelde-estuarium, en met betrekking tot het beleid en het beheer van het Schelde-estuarium bijkomende verbintenissen wensen aan te gaan, die gestalte zullen krijgen in opeenvolgende plannen, programma's en projecten,

Overwegende dat de uitvoering van deze plannen, programma's en projecten zal bijdragen tot het behoud van de fysieke systeemkenmerken van het Schelde-estuarium,

komen het volgende overeen :

HOOFDSTUK I. — *Inleiding*

Artikel 1

Begripsbepalingen

In dit Verdrag wordt verstaan onder :

- (a) "Nederland" : het in Europa gelegen deel van het Koninkrijk der Nederlanden;
- (b) "Vlaanderen" : de Vlaamse Gemeenschap, respectievelijk het Vlaams Gewest;
- (c) "Schelde-estuarium" : het in Artikel 2 bedoelde gebied;
- (d) "Scheldehavens" : de havens van Antwerpen, Gent, Terneuzen en Vlissingen;
- (e) "fysieke monitoring" : de in Artikel 3, vijfde lid, en Artikel 6 bedoelde monitoring;
- (f) "plannen, programma's en projecten" : de in Artikel 3, vierde lid, en Artikel 5 bedoelde plannen, programma's en projecten;

- (g) "onderzoek" : het in Artikel 3, vijfde lid, en Artikel 6 bedoelde onderzoek;
- (h) "lokale overheden" : provincies, gemeenten, havenbesturen, waterschappen en polderbesturen;
- (i) "Technische Scheldecommissie" : de krachtens het Protocol van besprekingen tussen Belgische, Luxemburgse en Nederlandse ministers in Luxemburg op 29, 30 en 31 januari 1948 opgerichte commissie;
- (j) "Scheldeverdrag" : het op 3 december 2002 te Gent gesloten Verdrag inzake de bescherming van de Schelde.

Artikel 2

Toepassingsgebied

1. Dit Verdrag is van toepassing op het volgende gebied :
 - (a) de Westerschelde en haar monding in zee;
 - (b) de Beneden-Zeeschelde, met uitzondering van haar zijrivieren;
 - (c) de Boven-Zeeschelde, met uitzondering van haar zijrivieren, tot aan de sluizen van Gent;
 - (d) het Kanaal van Gent naar Terneuzen;
 - (e) het Schelde-Rijnkanaal.
2. Het toepassingsgebied van dit Verdrag kan uitgebreid worden naar het volgende gebied, in de mate dat de verwezenlijking van de doelstellingen in Artikel 3 dit vereist :
 - (a) de zijrivieren die uitmonden in de Westerschelde, de Beneden-Zeeschelde en de Boven-Zeeschelde;
 - (b) de kanalen die uitmonden in de Westerschelde.

HOOFDSTUK II. — Doelstellingen

Artikel 3

Doel en voorwerp

1. Dit Verdrag regelt de samenwerking tussen Nederland en Vlaanderen teneinde een gemeenschappelijk beleid en een daarop afgestemd gemeenschappelijk beheer in het Schelde-estuarium te verwezenlijken met als doel het ontwikkelen van het Schelde-estuarium als een multifunctioneel estuarien watersysteem dat op duurzame wijze wordt gebruikt voor menselijke behoeften.
2. De samenwerking is in hoofdzaak gericht op :
 - (a) een maximale beveiliging tegen overstromingen;
 - (b) een optimale toegankelijkheid van de Scheldehavens;
 - (c) een gezond en dynamisch estuarien ecosysteem.
3. Met het oog op de optimalisering van de veiligheid, de toegankelijkheid en de natuurlijkheid dienen de fysieke systeemkenmerken van het Schelde-estuarium in hun natuurlijke dynamiek behouden te blijven. Hiertoe wordt fysieke monitoring verricht, waartoe een gemeenschappelijk plan wordt opgesteld en uitgevoerd.
4. De samenwerking zal gestalte krijgen door :
 - (a) het voorbereiden, vaststellen en uitvoeren van opeenvolgende plannen en programma's voor de korte en middellange termijn, houdende concrete projecten, alsmede van afzonderlijke concrete projecten;
 - (b) het toepassen van efficiënte en snelle procedures voor de voorbereiding, de vaststelling en de uitvoering van de plannen, programma's en projecten bedoeld onder (a).
5. Dit Verdrag heeft mede tot doel de samenwerking op het gebied van wetenschappelijk onderzoek tussen Nederland en Vlaanderen zoals bedoeld in Artikel 6 te bevorderen.

Artikel 4

De Vlaams-Nederlandse Scheldecommissie

1. Ten behoeve van de ontwikkeling, tenuitvoerlegging en bewaking van de doelstellingen omschreven in Artikel 3 stellen de Verdragsluitende Partijen de Vlaams-Nederlandse Scheldecommissie in. Deze Commissie omvat :
 - (a) het Politiek College, dat het gemeenschappelijk beleid bepaalt en terzake besluiten neemt;
 - (b) het Ambtelijk College, dat invulling geeft aan en de coördinatie verzekert van het gemeenschappelijk beleid en dat uitvoering geeft aan de besluiten van het Politiek College;
 - (c) het Uitvoerend Secretariaat.
2. De Vlaams-Nederlandse Scheldecommissie heeft in het bijzonder tot taken :
 - (a) het voorbereiden, vaststellen en uitvoeren van opeenvolgende plannen, programma's en projecten;
 - (b) het opzetten en begeleiden van gemeenschappelijke fysieke monitoring en gemeenschappelijk wetenschappelijk onderzoek;
 - (c) het gezamenlijk ontwikkelen van initiatieven op andere terreinen dan de in Artikel 3 tweede lid, genoemde, zoals landbouw, recreatie, visserij en zandwinning, naarmate het Politiek College dit wenselijk acht in het licht van het doel van dit Verdrag;
 - (d) het bevorderen van samenwerking met betrekking tot specifieke terreinen van beheer.

Artikel 5

Plannen, programma's en projecten

1. Het Politiek College beraadslaagt en besluit, op verzoek van hetzij een van de delegaties in dit College, hetzij van het Ambtelijk College, over voorstellen voor het voorbereiden, vaststellen en uitvoeren van plannen, programma's en projecten.
2. De Verdragsluitende Partijen verzekeren de nakoming van de in het eerste lid bedoelde besluiten.
3. Het Politiek College kiest voor de voorbereiding, de vaststelling en de uitvoering van plannen, programma's en projecten de meest vlotte en soepele procedure.
4. Het Politiek College, hetzij de Verdragsluitende Partijen, passen de in het derde lid bedoelde procedure efficiënt toe, zodat het betreffende plan, programma of project binnen de kortst mogelijke termijnen en op de meest zekere wijze wordt verwezenlijkt.
5. Bij de bepaling van de in het vierde lid bedoelde termijnen spelen de objectieve noden die eigen zijn aan de in Artikel 3, tweede lid, beschreven doelstellingen een essentiële rol.

6. Bij de voorbereiding, de vaststelling en de uitvoering van plannen, programma's en projecten passen de Verdragsluitende Partijen, waar van toepassing, hun interne recht toe.

7. Bij de voorbereiding, de vaststelling en de uitvoering van plannen, programma's en projecten stemmen de Verdragsluitende Partijen hun interne procedures, binnen de wettelijke mogelijkheden, op elkaar af.

8. Het Politiek College treft, indien het belang van het betreffende plan, programma of project dit vereist, maatregelen opdat de voortgang van dit plan, programma of project wordt bewaakt. Op grond van deze voortgangsbewaking worden door het Politiek College en, bij gebreke daarvan, door de betreffende Verdragsluitende Partij of de Verdragsluitende Partijen, maatregelen getroffen, zodat de voor de uitvoering van het plan, programma of project vastgestelde termijnen worden nagekomen.

9. Het Politiek College kan, indien dit bijdraagt tot de verwezenlijking van de doelstellingen van dit Verdrag, voorstellen doen aan de Regeringen van de Verdragsluitende Partijen voor specifieke grensoverschrijdende regelstelling met het oog op de voorbereiding, de vaststelling en de uitvoering van plannen, programma's en projecten.

Artikel 6

Onderzoek en fysieke monitoring

1. De gemeenschappelijke fysieke monitoring bedoeld in Artikel 3, derde lid, en het gemeenschappelijk wetenschappelijk onderzoek, bedoeld in Artikel 3, vijfde lid, hebben tot doel :

- (a) het opvolgen en bewaken van de morfologische evolutie van het Schelde-estuarium;
- (b) het scheppen van een wetenschappelijk kader voor en het ondersteunen van plannen, programma's en projecten;
- (c) de geregelde toetsing van de effecten van in uitvoering zijnde en uitgevoerde projecten.

2. Uitsluitend de Vlaams-Nederlandse Scheldecommissie is bevoegd om conclusies en aanbevelingen aan de Verdragsluitende Partijen te richten betreffende de uitvoering van het voorgaande lid en de in Artikel 3, derde lid, omschreven doelstelling.

Artikel 7

Relaties met andere verdragen

1. Het Politiek College geeft uitvoering aan Artikel 4, vijfde en zesde lid, van het Scheldeverdrag.

2. De bepalingen van dit Verdrag doen geen afbreuk aan de rechten en verplichtingen van de Verdragsluitende Partijen die voortvloeien uit eerder met betrekking tot het Schelde-estuarium of onderdelen daarvan gesloten verdragen.

3. De taken en bevoegdheden die door eerdere verdragen of anderszins zijn toegekend aan de Technische Scheldecommissie worden van rechtswege overgenomen door het Ambtelijk College. De verantwoordelijkheden van de bewindslieden ten aanzien van de Technische Scheldecommissie worden overgenomen door het Politiek College.

4. De Verdragsluitende Partijen zullen in bilaterale verdragen of samenwerkingsakkoorden met het Koninkrijk België geen verbintenissen aangaan, die de verwezenlijking van de doelstellingen van dit Verdrag in het gedrang brengen.

Artikel 8

Externe betrekkingen

1. De Vlaams-Nederlandse Scheldecommissie draagt zorg voor de structurele betrokkenheid bij de uitvoering van dit Verdrag van lokale overheden waarvan de bevoegdheden verband houden met dit Verdrag.

2. De Vlaams-Nederlandse Scheldecommissie draagt zorg voor de structurele betrokkenheid bij de uitvoering van dit Verdrag van representatieve maatschappelijke organisaties, voor zover er sprake is van raakvlakken met hun doelstellingen en belangen.

3. Het Politiek College bepaalt de opdracht, de samenstelling, de werking en de financiering van het overleg met de in het eerste en tweede lid bedoelde lokale overheden en maatschappelijke organisaties.

4. De Vlaams-Nederlandse Scheldecommissie onderhoudt betrekkingen met samenwerkingsverbanden waarvan de werkzaamheden verband houden met dit Verdrag. Dit geldt in het bijzonder voor betrekkingen met de in Artikel 4 van het Scheldeverdrag opgerichte Internationale Scheldecommissie.

5. De Vlaams-Nederlandse Scheldecommissie draagt zorg voor de externe communicatie over de uitvoering van dit Verdrag.

HOOFDSTUK III. — *Evaluatie, rapportage en geschillen*

Artikel 9

Evaluatie

Het Politiek College beoordeelt elke vijf jaar in welke mate de doelstellingen van dit Verdrag zijn verwezenlijkt en doet desgewenst voorstellen aan de Verdragsluitende Partijen om maatregelen te treffen teneinde de mogelijkheden tot verwezenlijking van deze doelstellingen te verbeteren, daarbij inbegrepen voorstellen tot wijziging van dit Verdrag.

Artikel 10

Rapportage

Ten behoeve van de Regeringen van de Verdragsluitende Partijen stelt het Politiek College periodiek een verslag op over de belangrijke ontwikkelingen bij de tenuitvoerlegging van dit Verdrag. Dit verslag wordt ter kennis van het Nederlandse en het Vlaamse parlement gebracht.

Artikel 11

Geschillen

1. Het Politiek College beraadslaagt over alle geschillen of moeilijkheden omtrent de toepassing, de uitvoering of de interpretatie van dit Verdrag, teneinde een oplossing te bereiken.

2. Het eerste lid doet geen afbreuk aan het recht van elke Verdragsluitende Partij om de andere Verdragsluitende Partij uit te nodigen tot onderhandelingen over geschillen of moeilijkheden omtrent de toepassing, de uitvoering of de interpretatie van dit Verdrag, teneinde een oplossing te bereiken.

HOOFDSTUK IV. — *Samenstelling en werkwijze van de Vlaams-Nederlandse Scheldec commissie*

Artikel 12

Samenstelling en werkwijze van het Politiek College

1. De Nederlandse en de Vlaamse Regering worden in het Politiek College vertegenwoordigd door de terzake bevoegde bewindspersonen, die elk hun delegatie samenstellen.
2. Het Politiek College komt ten minste eenmaal per jaar bijeen, afwisselend in Nederland en in Vlaanderen. Op verzoek van een van de delegaties in het Politiek College kunnen bijkomende vergaderingen worden belegd.
3. Het Politiek College besluit bij consensus.
4. Het Politiek College stelt het Ambtelijk College samen en bepaalt zijn bevoegdheden.
5. Het Politiek College kan de vestigingsplaats of vestigingsplaatsen van de Vlaams-Nederlandse Scheldec commissie bepalen.
6. Het Politiek College draagt het Ambtelijk College op om de samenstelling en de taken van het Uitvoerend Secretariaat te bepalen ten dienste van de uitvoering van de doelstellingen van dit Verdrag. Het Politiek College kan een besluit nemen, dan wel de Verdragsluitende Partijen kunnen een regeling treffen, teneinde het Uitvoerend Secretariaat in staat te stellen zijn taken te vervullen.

Artikel 13

Samenstelling en werkwijze van het Ambtelijk College

1. Het Ambtelijk College is samengesteld uit hoge Nederlandse en Vlaamse ambtenaren.
2. Het Ambtelijk College besluit bij consensus. Bij afwezigheid daarvan wordt de desbetreffende aangelegenheid ter beslissing aan het Politiek College voorgelegd.
3. Het voorzitterschap van het Ambtelijk College wordt afwisselend door Nederland en Vlaanderen uitgeoefend. Behoudens een andersluidend besluit komt het Ambtelijk College afwisselend in Nederland en Vlaanderen bijeen.
4. De Nederlandse en Vlaamse delegatie in het Ambtelijk College benoemen elk een secretaris.
5. Het Ambtelijk College bereidt de vergaderingen van het Politiek College voor.
6. Het Ambtelijk College kan de uitvoering van besluiten van het Politiek College opdragen aan het Uitvoerend Secretariaat.
7. Het Ambtelijk College kan zijn secretarissen opdracht geven het Uitvoerend Secretariaat beleidsmatig aan te sturen.
8. Het Ambtelijk College kan werkgroepen samenstellen voor de uitvoering van specifieke opdrachten.

Artikel 14

Taken van het Uitvoerend Secretariaat

1. Het Uitvoerend Secretariaat ondersteunt het Politiek College en het Ambtelijk College op organisatorisch en administratief vlak en geeft uitvoering aan de door deze Colleges opgedragen taken.
2. Het Uitvoerend Secretariaat faciliteert de werkgroepen die overeenkomstig Artikel 13, achtste lid, door het Ambtelijk College worden samengesteld.

HOOFDSTUK V. — *Financiering*

Artikel 15

Financiering

1. Elke Verdragsluitende Partij draagt de kosten van haar vertegenwoordiging in het Politiek College en het Ambtelijk College.
2. Elke Verdragsluitende Partij draagt de helft van de werkingskosten van het Uitvoerend Secretariaat met dien verstande dat elke Verdragsluitende Partij de kosten van het eigen personeel draagt. Personele ondersteuning vanuit de wederzijdse overheidsdiensten geschiedt om niet.
3. Met het oog op een doelmatige werkorganisatie is het Uitvoerend Secretariaat belast met grensoverschrijdend betalingsverkeer.
4. De Verdragsluitende Partijen dragen de kosten van plannen, programma's en projecten, alsmede van het fysieke monitoringplan en van wetenschappelijk onderzoek overeenkomstig door het Politiek College te bepalen verdeelsleutels.
5. Het Politiek College stelt jaarlijks een begroting vast, die wordt beheerd door het Ambtelijk College.
6. Het Ambtelijk College draagt ter uitvoering van deze bepaling zorg voor een transparant financieel beheer en legt hierover verantwoording af aan het Politiek College.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Artikel 16

Wijziging

Door de Verdragsluitende Partijen schriftelijk overeengekomen wijzigingen van dit Verdrag treden in werking op de dag waarop de Verdragsluitende Partijen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de constitutionele vereisten is voldaan.

Artikel 17

Inwerkingtreding

Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum waarop de Verdragsluitende Partijen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de constitutionele vereisten is voldaan.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden van de Regeringen der Verdragsluitende Partijen dit Verdrag hebben ondertekend.

Ondertekend te Middelburg op 21 december 2005, in tweevoud in de Nederlandse taal.

Voor het Koninkrijk der Nederlanden,
(get.)

Voor de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest,
(get.)

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2008 — 3076

[C – 2008/36057]

**Traité entre la Région flamande et le Royaume des Pays-Bas
relatif à la cessation de l'interconnexion des tarifs des droits de pilotage**

La Région flamande

et

Le Royaume des Pays-Bas,

ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Vu le Traité entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique, établi le 19 avril 1839 à Londres, ci-après dénommé 'le Traité'),

Se référant à la coopération longue et étroite sur la base du Traité entre le Royaume de Belgique et la Région flamande d'une part et le Royaume des Pays-Bas d'autre part, qui s'est concrétisée notamment dans la Commission permanente de Surveillance sur la Navigation sur l'Escaut que le Traité a créée.

Convenant que, sur la base du présent Traité, les droits de pilotage et indemnités de pilotage pour la navigation sur l'Escaut seront dorénavant fixés par la Région flamande,

Considérant que la condition, prescrite par le Traité établi le 12 mai 1863 à Bruxelles entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique pour le rachat du péage de l'Escaut, stipulant que les droits de pilotage sur l'Escaut ne pourront jamais être plus élevés que les droits de pilotage perçus aux embouchures de la Meuse, est également supprimée;

conviennent ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article IX, § 2, du Traité entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique, établi le 19 avril 1839 à Londres, les mots "d'un commun accord" sont supprimés dans la phrase "Des droits de pilotage modérés sont fixés d'un commun accord, et ces droits seront les mêmes pour les navires de toutes les nations", et cette phrase est suivie par une nouvelle phrase rédigée comme suit : "La fixation de ces droits de pilotage relève de la compétence exclusive de la Région flamande."

Article 2

L'article 24, alinéa premier, du Traité entre le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Belgique et la Région flamande portant révision du Règlement sur l'exécution de l'article IX du Traité du 19 avril 1839, établi à Middelburg le 11 janvier 1995, et du chapitre II, sections 1^{re} et 2, du Traité du 5 novembre 1842, modifiés, relatif au pilotage et à la surveillance commune (règlement de l'Escaut), est rédigé comme suit :

1. Le Ministre flamand qui a le service de pilotage dans ses attributions, fixe les tarifs des droits de pilotage, les indemnités de pilotage et les critères, ainsi que les règles d'application. Le Ministre flamand communique ses arrêtés aux commissaires.

Article 3

A l'article 5 du Traité établi le 12 mai 1863 à Bruxelles entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique pour le rachat du péage de l'Escaut, la phrase suivante est supprimée :

« Il reste d'ailleurs convenu que les droits de pilotage sur l'Escaut ne pourront jamais être plus élevés que les droits de pilotage perçus aux embouchures de la Meuse. »

Article 4

1. Conformément à l'article 24, alinéa premier, du Règlement de l'Escaut visé à l'article 2 du présent Traité, les Ministres flamand et néerlandais qui ont les services de pilotage dans leurs attributions, fixeront en 2007 de commun accord les tarifs des droits de pilotage pour la navigation sur l'Escaut dans les limites visées à l'alinéa deux de la présente disposition.

2. Par dérogation à l'article 5 du Traité du 12 mai 1863 entre les Pays-Bas et la Belgique pour le rachat du péage de l'Escaut, les tarifs des droits de pilotage pour la navigation sur l'Escaut peuvent être au maximum 7 % plus élevés que ceux pour la navigation pour Rotterdam au cours de la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007 inclus.

Article 5

Les mesures visées aux articles 1^{er}, 2 et 3 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2008, ou bien, si le présent Traité entre en vigueur après cette date, le 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 6

Le présent Traité entre en vigueur le dernier jour du premier mois qui suit le jour où les Parties contractantes se sont notifiées que les conditions constitutionnelles distinctes pour l'entrée en vigueur ont été remplies.

En foi de quoi les Représentants des Gouvernements des Parties contractantes ont signé le présent Traité.

Signé à Middelburg, le 21 décembre 2005, en deux exemplaires en néerlandais.

Pour la Région flamande,

(signé) ...

Pour le Royaume des Pays-Bas,

(signé) ...

**Traité entre la Région flamande et le Royaume des Pays-Bas
relatif à l'exécution du plan de développement 2010 estuaire de l'Escaut**

La Région flamande,

et

Le Royaume des Pays-Bas,

ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Convaincus de l'importance de l'optimisation de la sécurité, de l'accessibilité et du caractère naturel de l'Estuaire de l'Escaut,

Ayant la ferme intention de concrétiser à cet effet, de manière expéditive et cohérente, les arrêtés fixés par les Gouvernements des Parties contractantes les 17 décembre 2004 et 11 mars 2005, du Plan de Développement 2010 Estuaire de l'Escaut,

Considérant que l'exécution des projets et travaux y prévus contribuera au maintien des caractéristiques physiques du système de l'Estuaire de l'Escaut;

conviennent ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}

Objectif et objet du Traité

1. Le présent Traité vise à assurer l'exécution d'un nombre de projets et de travaux au bénéfice du développement équilibré et durable de l'Estuaire de l'Escaut, et à optimiser notamment la sécurité, l'accessibilité et le caractère naturel.

2. Les Parties contractantes assureront que les projets et travaux visés à l'alinéa premier seront exécutés de manière cohérente. Des retards, obstacles ou révisions d'un projet ou travail déterminé, n'empêcheront pas le progrès d'autres projets et travaux.

3. En vue de l'optimisation de la sécurité, de l'accessibilité et du caractère naturel, les caractéristiques physiques de l'Estuaire de l'Escaut doivent être maintenues dans leur dynamique naturelle. A cet effet, un plan de monitoring physique commun est établi et exécuté, conformément à l'article 6.

Article 2

Définitions

Dans le présent Traité, on entend par :

- (a) "Pays-Bas" : la partie du Royaume des Pays-Bas qui est située en Europe;
- b) "Flandre" : la Région flamande;
- (c) "Estuaire de l'Escaut" : l'Escaut en aval des écluses de Gand et des zones d'embouchure des affluents jusqu'à la bouche en mer, tel qu'indiqué à titre indicatif sur la carte reprise en annexe A;
- (d) "chenal" : le chenal continu dans l'Escaut occidental et le Bas Escaut maritime jusqu'à 500 en amont du Deurganckdok, tel qu'indiqué à titre indicatif sur la carte reprise en annexe A;
- (e) "Responsables politiques" : les responsables politiques compétents pour les matières réglées dans le présent Traité;
- (f) "Commission technique de l'Escaut" : la Commission technique de l'Escaut, visée dans le Protocole des conversations tenues à Luxembourg les 29, 30 et 31 janvier 1948 entre Ministres belges, luxembourgeois et néerlandais, ou l'organisation qui lui succède;
- (g) "Gestionnaires de l'Escaut" : les personnes nommées ou instances désignées comme telles par les Gouvernements flamand et néerlandais.

CHAPITRE II. — *Obligations des Parties contractantes*

Article 3

Description des projets et travaux à réaliser

1. Le chenal est élargi pour permettre une navigation indépendante des marées aux navires ayant un tirant d'eau de 13,10 mètres sur la base d'une variation de quille de 12,5 %. La description technique des travaux, dont le niveau d'intervention pour le dragage, est reprise en annexe B. Une réduction de la variation de quille laissera le niveau d'intervention précité intact. L'exécution de cet élargissement est commencée au plus tard en 2007, de sorte que la possibilité de navigation mentionnée est réalisée au plus tard en 2009. En vue de la réalisation de l'élargissement, les travaux suivants sont préparés, effectués et entretenus :

- (a) l'élargissement local du chenal et l'élargissement local et le déplacement éventuel des zones d'ancrage et des zones d'ancrage de refuge, et, au besoin :
- (b) l'enlèvement d'épaves et d'autres obstacles dans le chenal et dans des zones d'ancrage et zones d'ancrage de refuge;
- (c) l'aménagement de défenses des parois de chenal.

2. Les projets transfrontaliers suivants sont commencés au plus tard en 2007 :

- (a) l'agrandissement du Zwin par au minimum 120 et au maximum 240 ha en déplaçant des digues à l'intérieur des terres dans le Willem-Leopoldpolder;
- (b) le développement d'une zone intertidale ayant une étendue de 440 ha au minimum dans le Hertogin Hedwigepolder et dans la partie nord du Prosperpolder.

3. Aux Pays-Bas, des travaux sont exécutés ou pris en exécution le long de l'Escaut occidental au plus tard en 2010, en vue de la réalisation de 600 ha au minimum de nature estuarienne. Dans la mesure où les projets décrits à l'alinéa deux sont réalisés sur le territoire néerlandais, ceux-ci font part de la nature à réaliser, décrite dans le présent alinéa.

4. En Flandre, des travaux sont exécutés ou mis en exécution au, le long du ou dans le bassin hydrographique de l'Escaut maritime, au plus tard en 2010, en vue de la réalisation de 1 100 ha au minimum de nature estuarienne ou zones humides, dont une partie dans le cadre des projets et travaux décidés par la Flandre en vue de l'augmentation de la sécurité. Dans la mesure où les projets décrits à l'alinéa deux sont réalisés sur le territoire belge, ceux-ci font part de la nature à réaliser, décrite dans le présent alinéa.

5. Conformément à l'article 12, alinéa deux, les Responsables politiques peuvent modifier l'annexe B, sur la proposition de la Commission technique de l'Escaut, de commun accord et dans le respect de l'objectif tel que formulé à l'article 1^{er}.

Article 4

Préparation, exécution et entretien des projets et travaux

1. Sous réserve des dispositions de l'alinéa quatre, les Pays-Bas ou un organe de direction à désigner par les Pays-Bas, assure sur son territoire la préparation, l'exécution et l'entretien des projets et travaux décrits à l'article 3, y compris l'étude et la recherche, l'organisation et l'accomplissement des procédures requises, l'établissement des plans et des documents d'adjudication, l'adjudication et la tutelle.

2. Sur le territoire belge, la Flandre assure la préparation, l'exécution et l'entretien des projets et travaux décrits à l'article 3, y compris l'étude et la recherche, l'organisation et l'accomplissement des procédures requises, l'établissement des plans et des documents d'adjudication, l'adjudication et la tutelle.

3. Les Pays-Bas et la Flandre fixent de commun accord le développement commun des plans pour les projets et travaux transfrontaliers, décrits à l'article 3, alinéa deux. Les Pays-Bas peuvent déléguer l'exécution du présent alinéa à la province de Zeeland. Si la Flandre et la province de Zeeland n'arrivent pas à un accord, ce dernier doit tout de même être atteint avec les Pays-Bas.

4. La Flandre assure :

(a) la préparation, l'exécution et l'entretien des projets et travaux visés à l'article 3, alinéa premier, sous (a), y compris l'étude et la recherche, l'établissement des plans et des documents d'adjudication, l'adjudication et la tutelle, et

(b) la préparation et l'exécution des projets et travaux décrits à l'article 3, alinéa deux, y compris l'étude et la recherche, l'établissement des plans et des documents d'adjudication, l'adjudication et la tutelle, à l'exception toutefois des acquisitions foncières sur le territoire néerlandais.

5. La Commission technique de l'Escaut détermine en temps utile la procédure de transfert des travaux exécutés par la Flandre à l'article 3, alinéa deux, sous (b). Celle-ci stipule en tout cas que les Pays-Bas reprennent tous les droits et devoirs de la Flandre par rapport aux entrepreneurs lors du transfert de ces travaux. Ce transfert aura lieu dans le délai d'un mois suivant la notification par la Flandre de la fin des projets et travaux. La Commission technique de l'Escaut surveille ce transfert.

6. Les modalités relatives aux cahiers des charges et conventions sont reprises en annexe C.

7. Lors de l'exécution des projets décrits à l'article 3, alinéa deux, la Flandre peut utiliser le sable dragué du Bas Escaut maritime pour la construction de digues moyennant la décision de la Commission technique de l'Escaut à cet effet.

8. En vue de la réalisation des projets et travaux décrits à l'article 3 dans les délais impartis, les Parties contractantes :

(a) appliqueront le plus efficacement possible la législation interne pour la préparation administrative des projets et travaux à exécuter;

(b) prendront en temps utile toutes les décisions administratives requises, dont celles relatives aux plans et autorisations; et

(c) en général, feront le nécessaire pour que les accords et délais indiqués, dans le cadre de la législation interne et de droit européen et moyennant un bon processus de décision méticuleux, soient respectés.

Article 5

Monitoring administratif

1. Les Parties contractantes instaurent un monitoring administratif permanent, sur la base duquel elles peuvent, si nécessaire, prendre des mesures de manière à ce que les accords et délais fixés à l'article 3, soient respectés.

2. La Commission technique de l'Escaut contrôle à cet effet, en concertation avec les instances compétentes et conformément à l'article 4, la préparation et l'exécution des projets et travaux décrits à l'article 3, dans les délais impartis.

3. Le Président de la délégation néerlandaise ou flamande au sein de la Commission technique de l'Escaut convoque la Commission technique de l'Escaut sans délai, si l'exécution des projets et travaux prend ou risque de prendre du retard, et informe les Responsables politiques de ce retard ou retard imminent.

4. Si la Commission technique de l'Escaut est convoquée sur la base de l'alinéa trois, elle prend, si possible et sans préjudice de l'alinéa premier, des mesures ou elle formule des propositions aux Responsables politiques afin de respecter les délais fixés à l'article 3.

Article 6

Monitoring physique

1. La Commission technique de l'Escaut établit un plan visant le monitoring physique des effets des projets et travaux décrits à l'article 3.

2. Les Gestionnaires de l'Escaut sont chargés conjointement de l'exécution de ce plan.

3. Seule la Commission technique de l'Escaut est compétente pour adresser, par consensus, le cas échéant après des recherches scientifiques complémentaires, des conclusions et recommandations aux Responsables politiques concernant l'objectif décrit à l'article 1^{er}, alinéa trois.

Article 7

Frais, répartition des frais et régime de paiement

1. Pour l'application du présent Traité, on entend par les frais des projets et travaux décrits à l'article 3 :

(a) les frais de projet généraux au bénéfice de l'accompagnement du projet, de la surveillance du progrès et de la cohérence, et de la communication externe générale sur les projets;

(b) les frais de préparation, d'exécution et d'entretien, ainsi que les frais et indemnités pour cause d'acte public légitime, des travaux d'élargissement décrits à l'article 3, alinéa premier, sous (a);

(b) les frais de préparation, d'exécution et d'entretien, ainsi que les frais et indemnités pour cause d'acte public légitime, des travaux d'enlèvement décrits à l'article 3, alinéa premier, sous (b);

(b) les frais de préparation, d'exécution et d'entretien, ainsi que les frais et indemnités pour cause d'acte public légitime, des défenses des parois de chenal décrites à l'article 3, alinéa premier, sous (c);

(e) les frais de préparation, d'exécution et d'entretien des projets de développement de la nature, décrits à l'article 3, alinéas deux, trois et quatre, y compris les projets de lutte contre les inondations;

- (f) les frais de monitoring et de recherche, visés à l'article 6.
2. Le cas échéant, les frais visés à l'alinéa premier, sous (a) à (f) inclus, comprennent :
- (a) les frais des recherches, avis et essais en laboratoire;
- (b) la taxe sur la valeur ajoutée.
3. Chacune des Parties contractantes supporte les frais de sa propre administration par rapport aux projets et travaux décrits à l'article 3.
4. Chacune des Parties contractantes supporte 50 % des frais visés à l'alinéa premier, sous (a).
5. Les Pays-Bas supportent 25 % des frais d'étude du projet décrit à l'article 3, alinéa premier.
6. Les Pays-Bas contribueront, à concurrence de 30 millions d'euros au maximum, aux frais des travaux visés à l'alinéa premier, sous (c) et (d), dans la mesure où ces travaux ont lieu sur le territoire néerlandais. Cette contribution est affectée successivement :
- (a) à 25% des frais visés à l'alinéa premier, sous (d) et, ensuite,
- (b) aux frais visés à l'alinéa premier, sous (c).
- Les défenses des parois de chenal, visées à l'alinéa premier, sous (d), devront en principe être attribuées par écrit trois ans après le début de l'exécution des travaux d'élargissement visés à l'alinéa premier, sous (b).
7. Chacune des Parties contractantes supporte les frais d'entretien des travaux visés à l'alinéa premier, sous (c) et (d), effectués sur son territoire.
8. Les autres frais visés à l'alinéa premier, sous (b), (c) et (d), sont à charge de la Flandre.
9. Chacune des Parties contractantes supporte les frais des projets visés à l'alinéa premier, sous (e), effectués sur son territoire, étant entendu que :
- (a) lors de l'exécution des projets décrits à l'article 3, alinéa deux, les Parties contractantes mettent gratuitement à disposition de l'autre Partie l'argile nécessaire à la construction des digues, dans la mesure où celle-ci peut être extraite dans la région concernée et dans la mesure où le développement de plan visé à l'article 4, alinéa trois, le permet;
- (b) si, lors des projets décrits à l'article 3, alinéa deux, sous (a), l'on opte pour régler l'écoulement des polders situés à l'intérieur des terres à l'aide d'une infrastructure commune, les frais d'investissement et d'exploitation de cette infrastructure seront répartis parmi les deux Parties contractantes au prorata des débits écoulés;
- (c) la Flandre supporte les frais de préparation et d'exécution du déplacement de digue, du développement de la nature et de l'acquisition foncière sur le territoire néerlandais concernant le projet décrit à l'article 3, alinéa deux, sous (b). Il est tenu compte de cet investissement en cas de développements négatifs à la suite du projet décrit à l'article 3, alinéa premier.
10. Chacune des Parties contractantes supporte pour leur propre territoire les frais visés à l'alinéa premier, sous (f).
11. Les Parties contractantes s'efforceront à limiter au maximum les frais des projets et travaux décrits dans le présent Traité tout en maintenant un bon processus décisionnel soigneux.
12. Le régime de paiement est repris en annexe D.

Article 8

Stratégie de déversement flexible

1. En vue du maintien des caractéristiques physiques dans leur dynamique naturelle, la Commission technique de l'Escaut, en concertation avec les Gestionnaires de l'Escaut, formulera des propositions d'une stratégie de déversement flexible, qui suit minutieusement l'évolution morphologique du système et qui permet le cas échéant d'adapter la stratégie de déversement à cette évolution.
2. La Flandre applique la stratégie de déversement flexible en exécution de l'article 4, alinéa quatre, sous (a).

Article 9

Dettes en cours

La Flandre s'engage à transférer, pour acquittement final, un montant à concurrence de 1.035.400,08 euros (2.279.735 florins) aux Pays-Bas visant à amortir des dettes en cours de la Belgique en ce qui concerne la liaison Escaut-Rhin.

CHAPITRE III. — *Règlement des différends*

Article 10

Règlement des différends

1. Au cas où un différend s'élèverait entre les Parties contractantes quant à l'application, l'interprétation, ou l'exécution du présent Traité, les Parties s'efforceront de le régler en premier lieu par négociation.
2. Si les Parties contractantes ne réussissent pas à régler ce différend par négociation dans un délai de six mois de la demande formelle de négociations par une des Parties contractantes, ce différend peut être soumis à un tribunal arbitral à la demande d'une des Parties contractantes.
3. Les dispositions relatives à la composition du tribunal et à la procédure du tribunal arbitral sont reprises en annexe E.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Article 11

Relation avec d'autres Traités

Les dispositions du présent Traité s'appliquent sans préjudice des droits et obligations des Parties contractantes découlant de l'article 9 du Traité de Séparation du 19 avril 1839 entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas, et de l'article 113 de l'Acte final du Congrès de Vienne du 9 juin 1815.

Article 12

Procédure de modification

1. Les modifications du présent Traité convenues par écrit par les Parties contractantes, y compris l'annexe E, entrent en vigueur le jour où les Parties contractantes se sont notifiées que les conditions constitutionnelles distinctes ont été remplies.

2. Les modifications des annexes A, B, C et D sont convenues par écrit entre les Responsables politiques, et entrent en vigueur à une date à fixer par eux.

Article 13

Entrée en vigueur

Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle les Parties contractantes se sont notifié que les conditions constitutionnelles ont été remplies.

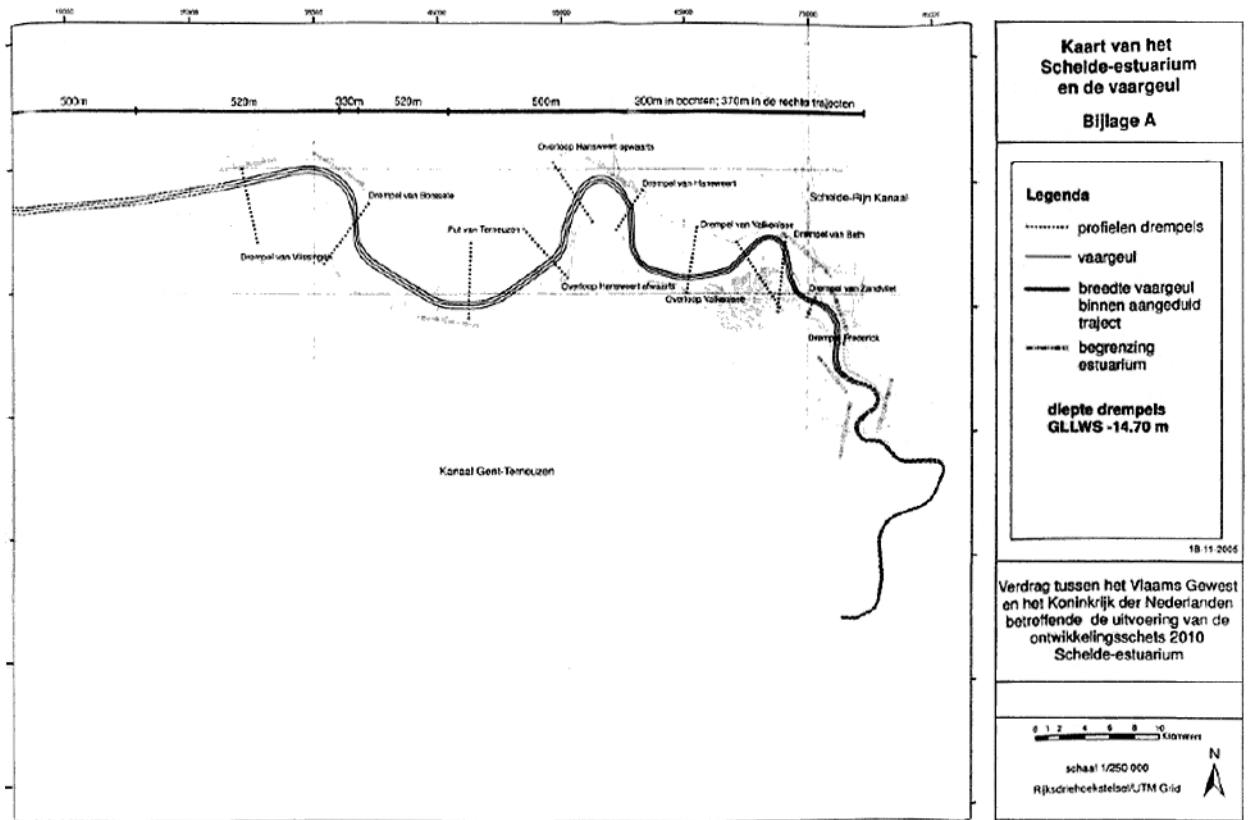
En foi de quoi les Représentants des Gouvernements des Parties contractantes ont signé le présent Traité.

Signé à Middelburg, le 21 décembre 2005, en deux exemplaires en néerlandais.

Pour la Région flamande,
(signé) ...

Pour le Royaume des Pays-Bas,
(signé) ...

Annexe A



Traduction du texte sur la figure

Carte de l'Estuaire de l'Escaut et du chenal

Légende

Profil des seuils

Largeur du chenal au sein du trajet indiqué

Limitation de l'estuaire

Profondeur des seuils

GLLWS 14,70 m

Traité entre la Région flamande et le Royaume des Pays-Bas relatif à l'exécution du Plan de développement 2010 Estuaire de l'Escaut

Echelle 1/250.000

Rijksdriehoekstelsel/UTM Grid

Annexe B

Description technique des travaux,
dont le niveau d'intervention pour le dragage

1. Afin de permettre une navigation indépendante des marées aux navires ayant un tirant d'eau de 13,10 mètres sur la base d'une variation de quille de 12,5%, le niveau d'intervention suivant est maintenu pour le dragage sur les seuils du chenal :

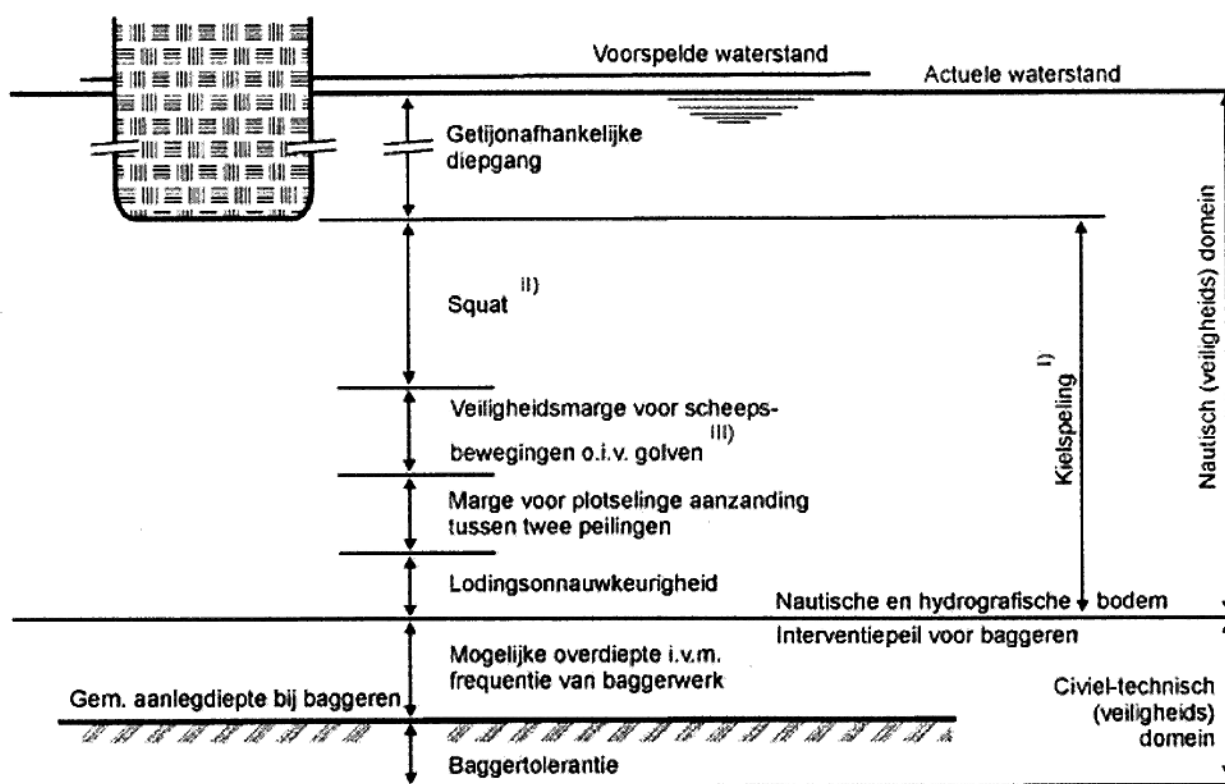
- Escaut occidental à l'est du méridien de 3°33' longitude est GLLWS - 14,7 mètres.
- Bas-Escaut maritime jusqu'à 500 mètres en amont du Deurganckdok GLLWS - 14,7 mètres.

2. La position du chenal et des seuils est indiquée à titre indicatif en annexe A, où sont également reprises les largeurs à la base maximales du chenal.

3. En se basant sur le niveau d'intervention, une sur-profondeur est autorisée en ce qui concerne la fréquence du dragage. A l'est du méridien de 3°33' longitude est, la sur-profondeur ne peut pas dépasser 0,7 mètre, étant entendu que la sur-profondeur moyenne de l'ensemble des seuils concernés ne peut pas dépasser 0,3 mètre. La tolérance maximale en-dessous de la profondeur ainsi déterminée s'élève à 0,3 mètre.

4. Dans le présent Traité, on entend par tirant d'eau le tirant d'eau en eau douce, mesuré comme la distance verticale entre la ligne d'eau plate et le point le plus profond d'un navire en stationnement.

5. Le schéma suivant indique ce qu'on entend par variation de quille dans le présent Traité.

KIELSPELING

Traduction du texte sur la figure

Variation de quille

Niveau prévu des eaux

Niveau actuel des eaux

Tirant d'eau indépendant des marées

Accroupissement

Marge de sécurité pour des mouvements maritimes sous l'influence des vagues

Marge pour ensablement soudain entre deux sondages

Imprécision de sondage

Fond nautique et hydrographique

Niveau d'intervention pour le dragage

Sur-profondeur possible en ce qui concerne la fréquence des travaux de dragage

Profondeur moyenne lors du dragage

Tolérance de dragage

Variation de quille

Domaine (de sécurité) nautique

Domaine (de sécurité) civile-technique

I. Cette variation de quille doit au moins être présente en moyenne en ce qui concerne l'influence de la profondeur de l'eau sur le comportement de manœuvre (suction horizontale et/ou verticale) du navire. Les mouvements maritimes sous l'influence des vagues sont également compris, ainsi que les mouvements maritimes à la suite d'une pression latérale du vent, de changements de route importants, etc..

II. L'accroupissement dépend en large mesure des variables suivantes :

- rapport entre la profondeur de l'eau et le tirant d'eau;
- vitesse de marche (relation quadratique);
- coefficient de plénitude des œuvres vives.

III. En dessous d'une certaine valeur de seuil de l'énergie houlomotrice, cette marge est nulle.

Annexe C

Modalités relatives aux cahiers des charges et conventions

1. Chacun des Responsables politiques charge un fonctionnaire de la direction et de la surveillance de la préparation, de l'exécution et de l'entretien des projets et travaux. Ces fonctionnaires se concertent régulièrement sur toutes les questions d'intérêt commun qui se posent lors de la préparation, de l'exécution et de l'entretien. Pour assurer un bon progrès des projets et travaux, les fonctionnaires concernés bénéficient des autorisations nécessaires.

2. Les cahiers des charges et conventions visant l'exécution des projets et travaux et la fourniture de matériaux, requièrent l'approbation préalable des fonctionnaires. L'exécution des projets et travaux et la fourniture de matériaux sont assignées de commun accord entre les Responsables politiques, dans le respect du droit pertinent en la matière de la Communauté européenne (en particulier les prescriptions dans le domaine des marchés publics) et des engagements existants en la matière aux Pays-Bas et en Flandre.

3. Dans les cas où une adjudication publique n'est pas possible ou pas souhaitable, une autre procédure peut être suivie de commun accord entre les Responsables politiques et dans le respect du droit pertinent en la matière de la Communauté européenne (en particulier les prescriptions dans le domaine des marchés publics). Dans ce cadre, le choix des entrepreneurs ou fournisseurs à inviter requiert l'accord préalable des Responsables politiques ou, s'il s'agit des projets et travaux ou fournitures dont l'estimation ne dépasse pas un montant de 500.000 euros, des fonctionnaires.

4. Si des modifications, dérogations ou compléments des documents approuvés conformément au point 2 ou 3, qui s'avèrent nécessaires ou souhaitables lors de l'exécution, résulteraient en une augmentation des frais de plus de 10 % de la somme d'adjudication, ou en une augmentation des frais de la somme d'adjudication de plus de 500.000 euros, l'approbation des Responsables politiques est requise. Si des modifications, dérogations ou compléments des documents approuvés conformément au point 2 ou 3, qui s'avèrent nécessaires ou souhaitables lors de l'exécution, résulteraient en une augmentation des frais de 10 % ou moins de la somme d'adjudication, ou en une augmentation des frais de la somme d'adjudication de 500.000 euros ou moins, l'approbation des fonctionnaires est requise.

5. Si des projets ou travaux imprévus sont requis d'urgence, ceux-ci peuvent être exécutés sans avoir obtenu l'approbation visée au point 4. Dans ces cas, le fonctionnaire concerné en informe l'autre fonctionnaire dans les meilleurs délais.

Annexe D

Régime de paiement

1. Selon le progrès des projets et travaux, le fonctionnaire néerlandais, respectivement flamand, visé en annexe C, point 1, envoie les déclarations par lettre recommandée au fonctionnaire flamand, respectivement néerlandais, visé en annexe C, point 1. Les déclarations concernent les frais conformément aux dispositions du présent Traité. Les déclarations sont pourvues des pièces justificatives nécessaires.

2. Dans la mesure où elles ne sont pas comprises dans les factures des tiers, les indemnités pour la mise en service des terres ou matériaux mis à disposition des projets et travaux seront déclarées à l'expiration du mois auquel ils sont mis à disposition.

3. Les déclarations sont payées dans les six mois suivant la date de réception des déclarations.

4. En cas de dépassement du délai visé au point 3, une bonification d'intérêt simple est due pour la durée du dépassement pendant les six premiers mois, à concurrence de l'intérêt légal aux Pays-Bas ou en Flandre, majoré de 1 %. A partir du septième mois de dépassement, l'intérêt composé est dû.

5. Si le fonctionnaire néerlandais, respectivement flamand, émet des réserves contre un ou plusieurs montants d'une déclaration, il en informe le fonctionnaire flamand, respectivement néerlandais, par lettre recommandée dans les quatre semaines de la réception de la déclaration. Le délai de paiement du point 3 s'applique à la partie non contestée de la déclaration. Les Responsables politiques prennent une décision sur la partie contestée de la déclaration dans le délai d'un mois. La bonification d'intérêt sur cette partie est celle visée au point 4.

6. Le fonctionnaire néerlandais et le fonctionnaire flamand peuvent établir de commun accord un régime relatif au traitement administratif des dispositions de la présente annexe.

Annexe E

Composition et procédure du tribunal arbitral

1. Le tribunal arbitral visé à l'article 10 du présent Traité se compose de cinq arbitres.

2. Chaque Partie contractante nomme deux arbitres, dont seul un peut être son ressortissant ou être au service de la Partie contractante, dans un délai de trente jours à partir de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a reçu une note diplomatique de l'autre Partie, demandant une décision arbitrale.

3. Les quatre arbitres ainsi nommés, désignent en commun accord un cinquième arbitre dans un délai suivant de trente jours. Ce cinquième arbitre ne peut pas être un ressortissant ou être au service de quelque autorité, organisme public ou entreprise publique que ce soit au Royaume de Belgique, respectivement au Royaume des Pays-Bas.

4. Si l'une des Parties ne désigne pas ses propres arbitres dans le délai de trente jours ou si elles ne parviennent pas à un accord sur le cinquième arbitre dans le délai de trente jours, le Président de la Cour internationale ou, si celui-ci a la nationalité belge ou néerlandaise, le Vice-Président peut être saisi par l'une des Parties afin de nommer un ou des arbitres.
5. Le tribunal arbitral règle son propre fonctionnement.
6. Le tribunal arbitral statue à la majorité des voix.
7. Le jugement arbitral est motivé, définitif et n'est pas susceptible de recours.
8. Les frais du tribunal arbitral sont à charge des deux Parties, chacune pour la moitié. Chaque Partie supporte les frais de sa représentation au litige.

**Traité entre la Région flamande et le Royaume des Pays-Bas
relatif à la gestion nautique commune dans le bassin de l'Escaut**

La Région flamande
et

Le Royaume des Pays-Bas,
ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Considérant que le Traité entre la Belgique et les Pays-Bas du 19 avril 1839 a institué une Commission permanente de Surveillance sur la Navigation sur l'Escaut, chargée de la surveillance commune du pilotage, du balisage et de la conservation des passes de l'Escaut en aval d'Anvers,

Considérant que la coopération étroite entre les Parties contractantes au moyen de la Commission permanente est devenue de plus en plus large et intensive au cours des années à la suite du développement de la surveillance commune sur le marquage des voies de navigation, la mise en place et l'utilisation d'une chaîne de radar commune le long de l'Escaut et la contribution au fonctionnement optimal des services de pilotage flamands et néerlandais sur l'Escaut,

Constatant que la gestion nautique dans le bassin de l'Escaut est effectivement exercée conjointement par les Pays-Bas et la Flandre depuis le 1^{er} janvier 2003, et que cela se fait, sous la direction de la Commission permanente, de manière ouverte et constructive sur la base de l'intérêt commun de la sécurité et la fluidité du trafic maritime,

Dans la conviction que l'institution par traité d'une gestion nautique commune dans le bassin de l'Escaut promouvra l'utilisation optimale, sûre et aisée de la capacité des voies de navigation,

Considérant que la Commission permanente fonctionnera dans ce contexte comme organe de gestion commun, qui établira les cadres dans lesquels interviendra une Autorité nautique commune,

Considérant que, lors de l'exercice de la gestion nautique commune, la Commission permanente attache beaucoup d'importance à la coopération avec les ports de l'Escaut, et aspire à une harmonisation optimale de la gestion nautique dans le bassin de l'Escaut et dans les ports au moyen d'une concrétisation commune de l'approche en chaîne,

Considérant que la gestion nautique commune en général promouvra également davantage la coopération néerlandaise-flamande par rapport à l'estuaire de l'Escaut;

conviennent ce qui suit :

Article 1^{er}

Définitions

Dans le présent Traité, on entend par :

- (a) Pays-Bas : la partie du Royaume des Pays-Bas qui est située en Europe;
- (b) la Flandre : la Région flamande;
- (c) bassin de l'Escaut : les voies de navigation visées à l'article 3, alinéa premier;
- (d) Commission permanente : la Commission permanente de Surveillance sur la Navigation sur l'Escaut, composée des Commissaires visés à l'article IX, paragraphe 2, du Traité entre les Pays-Bas et la Belgique du 19 avril 1839;
- (e) Autorité nautique commune : l'autorité visée à l'article 6;
- (f) Secrétariat : le secrétariat visé à l'article 7;
- (g) Traités : les Traités visés à l'article 4, alinéa deux;
- (h) prescriptions légales : toutes les prescriptions générales contraignantes, établies par les autorités compétentes belges, néerlandaises et flamandes, relatives à la gestion nautique, dont l'application s'étend entièrement ou partiellement au bassin de l'Escaut;
- (i) gestion nautique : les charges de la sécurité et de la fluidité du trafic maritime;
- (j) gestion nautique commune : la gestion nautique menée conjointement par les Pays-Bas et la Flandre dans le bassin de l'Escaut;
- (k) navire : tout bâtiment, y compris un bâtiment sans déplacement d'eau et un hydravion, qui est en fait utilisé ou apte à être utilisé comme moyen de transport à l'eau;
- (l) assistance au trafic : un service qui est créé dans le but d'améliorer la sécurité et l'efficacité du trafic maritime et de protéger l'environnement, qui peut intervenir dans le trafic et qui peut réagir aux situations de trafic qui se présentent sur les voies de navigation visées à l'article 3, alinéa premier;
- (m) approche en chaîne : une coopération optimale entre la Commission permanente, l'Autorité nautique commune, les services de gestion de la navigation, les autorités portuaires d'Anvers, Gand, Terneuzen et Vlissingen, les services de pilotage et les autres prestataires de services nautiques, ce qui permet d'harmoniser la gestion nautique dans les différentes zones de gestion et d'assurer une assistance intégrée au trafic pour le trajet entier entre la mer et le poste d'amarrage, en tenant compte des intérêts divers concernés;
- (n) prestataires des services nautiques : les services de pilotage, service de remorquage et services d'attachement et de détachement de navires, actifs dans le bassin de l'Escaut, et les zones portuaires d'Anvers, Gand, Terneuzen et Vlissingen;
- (o) marquage des voies de navigation : l'indication par le biais de balisage ou de signaux lumineux des routes et des chenaux de navigation et des dangers potentiels pour la navigation;

(p) localisation : le système de radionavigation ou les systèmes de radionavigation, visant à localiser exactement un navire, à l'appui de la navigation à bord des navires;

(q) indication de signalisation : Un ordre ou un interdit donné à un ou plusieurs participants à la circulation par une personne compétente à cette fin, afin de réaliser un résultat déterminé au niveau du comportement dans le trafic, y compris entre autres les indications de signalisation relatives à la navigation en transit qui doivent être transmises dans des cas particuliers par ou au nom de l'Autorité nautique commune, y compris les avis à la batellerie de l'Autorité nautique commune;

(r) signal de navigation : un objet apposé dans, à côté ou au-dessus d'une voie de navigation ou une combinaison d'objets indiquant à la navigation :

1° une indication quant à la situation dans une partie déterminée d'une voie de navigation, ou

2° une indication, recommandation, un ordre ou interdit respectivement la suppression d'un ordre ou interdit par rapport au comportement à observer dans une partie déterminée d'une voie de navigation;

(s) avis ayant la même portée qu'un signal de navigation : une communication écrite à la navigation indiquant :

1° une indication quant à la situation dans une partie déterminée d'une voie de navigation, ou

2° une indication, recommandation, un ordre ou interdit respectivement la suppression d'un ordre ou interdit par rapport au comportement à observer dans une partie déterminée d'une voie de navigation.

Article 2

Objectif et objet du Traité

1. En instituant la gestion nautique commune, les Parties contractantes visent à instaurer une compétence et une responsabilité néerlandaise-flamande commune et équivalente pour la sécurité et la fluidité du trafic maritime dans le bassin de l'Escaut.

2. La gestion nautique commune :

1° assure le maintien des niveaux actuels de sécurité et de fluidité du trafic maritime et, si possible, l'amélioration des niveaux de sécurité et de fluidité du trafic maritime, en aspirant à un équilibre optimal entre la sécurité et la fluidité;

2° est adaptée aux normes internationales et de droit européen, ainsi qu'aux développements dans les domaines technologique, nautique et de l'économie du transport.

3. A l'appui des objectifs de la gestion nautique commune, la Commission permanente prendra des initiatives pour une promotion accrue de la sécurité sur et autour de l'Escaut occidental. Ces initiatives concernent essentiellement la disponibilité de matériel de lutte contre les catastrophes dans le bassin de l'Escaut, qui est adéquat au niveau qualitatif et quantitatif. Dans ce contexte, elle rédigera une proposition de plan de travail dans un an suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, et la soumettra à l'approbation des Parties contractantes. Elle évalue ce plan régulièrement et formule, si nécessaire, des propositions d'adaptation de ce plan aux Parties contractantes.

4. La gestion nautique commune vise à instaurer, sur la base d'une approche neutre au niveau des ports, un régime nautique uniforme pour le bassin de l'Escaut entier, ainsi qu'à réaliser et concrétiser l'approche en chaîne.

5. La Commission permanente veille à ce que le régime nautique pour le bassin de l'Escaut s'aligne sur celui des autres ports des Parties contractantes et de celui des autres régions portuaires en Europe, en tenant compte des normes internationales en la matière, des caractéristiques de l'estuaire de l'Escaut et de la position concurrentielle des ports de l'Escaut par rapport à d'autres ports situés sur la rangée Le Havre-Hambourg.

6. Les Parties contractantes assurent une gestion nautique commune fonctionnelle et efficace par rapport aux coûts dans le bassin de l'Escaut, par le biais de l'engagement commun des moyens financiers, matériels et personnels qui doivent être rendus disponibles périodiquement.

7. La gestion nautique commune ne porte pas préjudice à la liberté de la navigation, le droit de passage inoffensif et le droit de navigation libre, tels qu'ils s'appliquent en vertu du droit international aux voies de navigation visées à l'article 3. Elle ne porte particulièrement pas préjudice au droit de la navigation libre tel que fixé notamment à l'article IX et X du Traité entre les Pays-Bas et la Belgique du 19 avril 1839 et à l'article 109 de l'Acte final du Congrès de Vienne du 9 juin 1815.

Article 3

Champ d'application

1. La gestion nautique commune s'applique aux voies de navigation suivantes :

(a) l'Escaut occidental et ses chenaux d'accès situés dans la zone d'action, délimitée par la Commission permanente, de Vessel Traffic Services Escaut et ses embouchures, dans la mesure où ils sont situés :

1° dans la mer territoriale belge et néerlandaise;

2° ailleurs dans des zones indiquées par la Belgique, respectivement les Pays-Bas, conformément aux règles fixées par l'Organisation maritime internationale concernant les systèmes d'assistance au trafic en dehors de la mer territoriale belge et néerlandaise, dans la mesure où il concerne des matières pour lesquelles les Parties contractantes sont compétentes en vertu du droit international;

(b) la partie néerlandaise du Canal de Gand à Terneuzen à partir de la frontière avec la Belgique jusqu'aux écluses de Terneuzen, ainsi que la zone de la Westsluis, la Middensluis et la Oostsluis à Terneuzen, le Westbuitenhaven et le Oostbuitenhaven à Terneuzen, jusqu'à la ligne imaginaire tracée au-dessus des môles;

(c) la partie belge du Canal de Gand à Terneuzen à partir du Meulestedeburg jusqu'à la frontière avec les Pays-Bas;

(d) le Bas Escaut maritime, y compris les chenaux d'accès des écluses jusqu'aux portes d'écluses situées le plus en aval, qui est délimité pour l'application du présent Traité :

1° en amont par le prolongement d'une ligne tracée par les deux poteaux d'alignement placés à environ un kilomètre en amont de l'extrémité sud des quais d'Anvers;

2° en aval par la frontière belge-néerlandaise.

2. Conformément à l'article 5, la Commission permanente peut établir des règles en vue de la précision de la description et délimitation des voies de navigation visées à l'alinéa premier, ou si les conséquences de modifications infrastructurelles le requièrent, en vue de leur application.

3. Sans préjudice des dispositions du présent Traité relatives à l'approche en chaîne, la gestion nautique commune ne s'applique pas aux bassins des ports et quais ayant un accès aux voies de navigation visées à l'alinéa premier.

4. La gestion nautique commune s'applique à tous les navires qui naviguent sur le bassin de l'Escaut.

Article 4

Commission permanente

1. La Commission permanente se compose de quatre Commissaires, dont le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement flamand en nomment chacun deux. La nomination et la démission ont lieu selon les modalités fixées par le Gouvernement néerlandais, respectivement le Gouvernement flamand.

2. La Commission permanente maintient ses tâches et compétences attribuées par :

(a) le Traité entre les Pays-Bas et la Belgique de Londres du 19 avril 1839;

(b) le Traité entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique réglant l'éclairage et la signalisation de l'Escaut occidental et ses embouchures de 's-Gravenhage du 23 octobre 1957;

(c) la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique relative à l'aménagement d'une chaîne de radar le long de l'Escaut occidental et ses embouchures de Bruxelles du 29 novembre 1978, telle que modifiée;

(d) le Traité entre le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Belgique et la Région flamande de Middelburg du 11 janvier 1995 portant révision du Règlement sur l'exécution de l'article IX du Traité du 19 avril 1839 et du chapitre II, sections 1 et 2, du Traité du 5 novembre 1842, modifiés, relatif au pilotage et à la surveillance commune (règlement de l'Escaut).

3. Dans le cadre de la gestion nautique commune, la Commission permanente établit des règles conformément à l'article 5, sans préjudice des Traités et dans le respect des droits de navigation visés à l'article 2, alinéa sept.

4. La Commission permanente peut donner des indications générales et particulières à l'Autorité nautique commune concernant l'exercice de ses tâches et compétences.

5. En vue de l'amélioration de la gestion nautique commune ou en exécution du présent Traité, les Traités visés à l'alinéa deux, sous (b) à (d) inclus, et le présent Traité peuvent être modifiés; la Commission permanente peut formuler des propositions à cet effet.

6. La Commission permanente évalue constamment la gestion nautique commune. En tout cas, elle établit au moins tous les deux ans un rapport d'évaluation au bénéfice du Gouvernement flamand, qui comporte une évaluation de la mesure dans laquelle les objectifs du présent Traité ont été réalisés, ainsi que, le cas échéant, une proposition de mesures pour mieux réaliser, affiner ou modifier ces objectifs, y compris des modifications de traité telles que visées à l'alinéa cinq.

7. La Commission permanente prend ses décisions par consensus.

8. En vue du règlement de ses activités, la Commission permanente adopte un règlement d'ordre intérieur.

9. La Commission permanente règle l'organisation, le mode de fonctionnement et les procédures décisionnelles de l'Autorité nautique commune, dans le respect de l'article 6, alinéa premier.

10. La Commission permanente règle l'organisation du Secrétariat.

Article 5

Etablissement de règles

1. Les règles à établir par la Commission permanente sur la base de l'article 4, alinéa trois, sont établis dans l'intérêt :

(a) de la garantie de la sécurité et de la fluidité du trafic maritime;

(b) de la garantie d'une assistance au trafic efficace;

(c) de l'utilisation optimale de la capacité des voies de navigation;

(d) de la conservation des voies de navigation et de la garantie de la sécurité de leur infrastructure;

(e) de la prévention ou la limitation des dommages causés par le trafic maritime au régime des eaux, aux rives et retenues d'eau, ou aux travaux situés dans ou au-dessus de voies de navigation;

(f) de la prévention ou limitation des dommages causés par le trafic maritime à l'environnement;

(g) de la concrétisation de l'approche en chaîne.

2. Les règles visées à l'alinéa premier, ne concernent que :

a. l'établissement de conditions et la transmission d'indications de signalisation auxquelles un navire peut exercer le droit de navigation sur les voies de navigation dans le bassin de l'Escaut, pourvu que ces conditions respectivement indications soient nécessaires pour la sécurité et la fluidité de la navigation du navire;

b. le marquage des voies de navigation;

c. l'amélioration de l'utilisation optimale de la capacité des voies de navigation, dont la détermination de la variation minimale de quille, sans que la variation de quille déterminée dans le Traité entre la Région flamande et le Royaume des Pays-Bas relatif à l'exécution du "Plan de développement 2010 Estuaire de l'Escaut" puisse être augmentée;

d. l'apposition de signaux de navigation et la publication d'avis ayant la même portée qu'un signal de signalisation;

e. la fourniture d'informations et d'avis par des personnes compétentes à un ou plusieurs participants au trafic concernant une voie de navigation ou le trafic maritime;

f. l'assistance au trafic;

g. l'emploi de localisation;

h. les matières relatives à la gestion nautique dans le cadre précité, qui requièrent l'exécution ou la transposition de règles internationales et de droit européen;

i. la délimitation et description précises des voies de navigation du bassin de l'Escaut et leurs parties, telles que visées à l'article 3.

3. Dans les règles à établir en vertu de l'article 4, alinéa trois, la Commission permanente attribue des tâches et compétences à l'Autorité nautique commune. Par rapport aux tâches et compétences attribuées, la Commission permanente peut arrêter que les décisions de l'Autorité nautique commune requièrent l'approbation de la Commission permanente.

4. La Commission permanente est compétente pour établir, dans les règles visées à l'alinéa deux, des prescriptions distinctes par rapport à la participation de bâtiments de guerre au trafic maritime.

5. La Commission permanente demande l'avis préalable des instances administratives, organisations et groupements concernés par le déroulement du trafic, sur les règles à établir en vertu de l'article 4, alinéa trois. La Commission permanente peut instaurer un conseil consultatif à cet effet.

6. Les prescriptions légales qui sont contraires aux règles établies par la Commission permanente conformément à la présente disposition, restent sans application.

7. Les règles établies par la Commission permanente en vertu de la présente disposition, n'ont force obligatoire aux Pays-Bas et en Flandre qu'après leur publication dans le "Nederlandse Staatscourant" et le *Moniteur belge*. La Commission permanente assure la publication. Les règles prévoient leur entrée en vigueur.

A défaut d'une disposition pour l'entrée en vigueur, les règles entrent en vigueur le quinzième jour calendaire suivant la date de publication dans le "Nederlandse Staatscourant", respectivement le *Moniteur belge* dans lequel elles ont été publiées. La dernière date de publication détermine le début du délai visé dans la phrase précédente.

Article 6

Autorité nautique commune

1. L'Autorité nautique commune se compose d'un fonctionnaire de chaque Partie contractante, ou d'un de ses suppléants. Les fonctionnaires et leurs suppléants sont désignés des deux côtés par le Responsable politique ayant la gestion nautique dans ses attributions. L'organe ainsi composé décide et intervient vers l'extérieur comme une seule entité. Des décisions unilatérales des parties composantes de l'Autorité nautique commune sont exclues.

2. La nomination et la démission des fonctionnaires et de leurs suppléants visés à l'alinéa premier, ont lieu selon les modalités fixées par le Gouvernement néerlandais, respectivement le Gouvernement flamand.

3. L'Autorité nautique commune est chargée de la gestion nautique commune et exécute les règles établies par la Commission permanente en vertu du présent Traité.

4. Les décisions de l'Autorité nautique commune à portée générale sont publiées dans le "Nederlandse Staatscourant" et le *Moniteur belge*. D'autres décisions de l'Autorité nautique commune peuvent être publiées dans le "Nederlandse Staatscourant" et le *Moniteur belge*.

5. Sans préjudice de ses propres tâches relatives aux incidents de navigation et la lutte contre les calamités, l'Autorité nautique commune agira, en cas de calamités susceptibles d'avoir des conséquences directes pour la sécurité à terre, en concertation avec les autorités compétentes pour la lutte contre les calamités en vertu de la législation nationale. L'Autorité nautique commune fournit des conseils et de l'assistance à ces autorités.

6. L'Autorité nautique commune fournit tous les renseignements demandés à la Commission permanente.

7. En vue du rapport d'évaluation de la Commission permanente, visé à l'article 4, alinéa six, l'Autorité nautique commune transmet au moins tous les deux ans un rapport écrit à la Commission permanente, concernant la manière dont elle a exécuté ses tâches et compétences au cours de la période écoulée.

Article 7

Secrétariat

1. La Commission permanente crée un secrétariat qui se compose de manière équilibrée de fonctionnaires flamands et néerlandais.

2. Le Secrétariat a pour mission :

(a) de soutenir la Commission permanente et l'Autorité nautique commune aux niveaux du contenu, de l'administration et du secrétariat;

(b) de soutenir la communication externe.

Article 8

Approche en chaîne

1. Le présent article ne porte pas préjudice aux compétences de la Commission permanente et de l'Autorité nautique commune dans le bassin de l'Escaut et aux compétences des autorités portuaires dans leur zone portuaire.

2. Afin de développer et de mettre en pratique l'approche en chaîne, et sans préjudice de l'article 5, alinéa cinq, la Commission permanente se concerta avec les autorités portuaires, et conclut des conventions avec celles-ci. Sur cette base, l'Autorité nautique commune conclut des accords de travail avec les services des capitaineries portuaires, respectivement les capitaines de port, et avec les prestataires de services nautiques.

3. Lors de l'exercice de ses compétences sur la base de l'article 6, l'Autorité nautique commune prend la planification de la circulation établie par les autorités portuaires individuelles comme point de départ, et elle les confronte aux conditions connexes de la gestion nautique commune en vue de la sécurité et de la fluidité du trafic maritime dans le bassin de l'Escaut entier.

4. L'Autorité nautique commune et les autorités portuaires organisent leur coopération de manière que le déroulement intégré du trafic au sein de l'approche en chaîne soit mis en pratique de manière optimale.

5. En cas de conflits relatifs à la priorisation de la navigation vers ou des ports distincts, ou si la planification de la circulation établie par les autorités portuaires est incompatible avec la sécurité et la fluidité du trafic maritime, l'Autorité nautique commune décide sur la base d'une approche neutre au niveau des ports.

6. Dans le respect des alinéas précédents, la Commission permanente se concerta étroitement avec les autorités portuaires afin d'établir la structure de concertation et de coopération dans le cadre de l'approche en chaîne, et afin de consigner celle-ci dans les conventions visées à l'alinéa deux.

Article 9

Publicité des documents

1. Sans préjudice des autres dispositions du présent Traité, la Commission permanente développe une politique relative à la publicité des documents en sa possession. La Commission permanente établit des règles relatives à la publicité de ces documents et au traitement des demandes de publication de ceux-ci qui lui sont adressées. Les limitations de la publication de documents, à inclure dans ses règles, correspondent aux règles de droit international et de droit européen applicables en la matière, et n'introduisent pour le reste pas de limitations qui vont au-delà des prescriptions légales en vigueur aux Pays-Bas et en Flandre.

2. Si une demande de publication de documents relatifs à la gestion nautique commune dans le bassin de l'Escaut est introduite auprès d'un organe quelconque des Parties contractantes, celles-ci se concertent avant que la Partie contractante concernée prenne une décision relative à cette demande. La Commission permanente conseille les Parties

contractantes sur la décision à prendre, en tenant compte des normes de droit international et de droit européen applicables en la matière ainsi que des prescriptions légales en vigueur aux Pays-Bas et en Flandre en ce qui concerne la publicité de l'administration. Si une décision est prise par dérogation à l'avis de la Commission permanente, cette dérogation est motivée.

3. Sans préjudice de l'article 3 de la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique relative à l'aménagement d'une chaîne de radar le long de l'Escaut occidental et ses embouchures, conclue le 29 novembre 1978 à Bruxelles, la Commission permanente règle la publicité des données relatives au trafic maritime aux autorités judiciaires et le cas échéant, aux experts judiciaires et aux parties au procès, et elle arrête les modalités en la matière.

Article 10

Protection juridique et responsabilité

1. Les actions qui concernent des décisions, actes ou défauts de la Commission permanente, ou des décisions, actes ou défauts de l'Autorité nautique commune, sont intentées contre la Commission permanente, devant les tribunaux ordinaires en Belgique et devant le juge civil aux Pays-Bas, notamment :

1° en ce qui concerne les actions contre les décisions de la Commission permanente, devant un tribunal d'un des deux pays, au choix du demandeur;

2° dans d'autres cas :

(a) auquel est associé un navire ayant un port belge comme destination ou origine, devant un tribunal belge;

(b) auquel est associé un navire ayant un port néerlandais comme destination ou origine, devant un tribunal néerlandais;

(c) auquel sont associés plusieurs navires ayant des ports des deux pays comme destination ou origine, devant le tribunal du pays du premier port auquel ou duquel naviguait le navire ayant la jauge brute la plus élevée;

3° dans des cas qui ne relèvent pas du point 2°, devant un tribunal d'un des deux pays, au choix du demandeur.

2. Le tribunal applique le droit de responsabilité interne, y compris les dispenses ou limitations de responsabilité qui en font partie.

3. Les décisions judiciaires coulées en force de chose jugée, ou déclarées exécutoires par provision par le juge compétent, peuvent être exécutées de manière égale aux Pays-Bas et en Belgique. L'exécution est soumise au droit du pays d'exécution.

4. Les Parties contractantes permettent à la Commission permanente d'exécuter des décisions judiciaires et supportent chacune la moitié des charges y afférentes, en dépit de la cause ou des circonstances du cas.

5. En vue de l'application du présent article, la Commission permanente a des sièges à Anvers et à Vlissingen. La Commission permanente publie les deux adresses dans le "Nederlandse Staatscourant" et le *Moniteur belge*.

6. La Commission permanente associe l'application de la présente disposition à l'évaluation visée à l'article 4, alinéa six, et peut au besoin formuler des propositions d'adaptation du présent article aux Gouvernements, en vue de l'efficacité et de la cohérence de la jurisprudence.

Article 11

Sanctions pénales

1. Par rapport à l'incrimination de l'infraction aux règles ou décisions établies par ou en vertu du présent Traité, les Parties contractantes assurent l'établissement des règles nécessaires en la matière. Les Parties contractantes visent une harmonisation de la peine. Les incriminations et les peines ne dérogeront pas significativement aux incriminations et aux peines applicables aux voies de navigation des Parties contractantes situées en dehors du bassin de l'Escaut. La Commission permanente s'efforcera à faire en sorte que les autorités compétentes réalisent une harmonisation de la politique de poursuite dans les deux pays.

2. L'Autorité belge a la compétence exclusive pour poursuivre et juger un commandant d'un navire en ce qui concerne l'infraction aux règles et décisions visées à l'alinéa premier, si l'infraction est commise exclusivement sur le territoire belge.

3. L'Autorité néerlandaise a la compétence exclusive pour poursuivre et juger un commandant d'un navire en ce qui concerne l'infraction aux règles et décisions visées à l'alinéa premier, si l'infraction est commise exclusivement sur le territoire néerlandais.

4. Si le commandant d'un navire a commis l'infraction à une règle ou décision, visée à l'alinéa premier, tant sur le territoire belge que sur le territoire néerlandais :

(a) l'Autorité belge a la compétence exclusive pour poursuivre et juger le commandant, s'il s'agit d'un navire naviguant sous pavillon belge;

(b) l'Autorité néerlandaise a la compétence exclusive pour poursuivre et juger le commandant, s'il s'agit d'un navire naviguant sous pavillon néerlandais;

(c) l'Autorité belge a la compétence prioritaire pour poursuivre et juger le commandant, s'il s'agit d'un navire naviguant sous un autre pavillon que celui visé sous (a) et (b). Si la procédure de poursuite n'a pas été entamée en Belgique dans un délai de six mois, l'Autorité néerlandaise pourra se substituer à l'Autorité belge.

5. Une infraction telle que visée à l'alinéa premier, est jugée selon les règles en la matière du pays dont l'autorité a la compétence de poursuivre et juger, en vertu des alinéas deux à quatre inclus.

6. Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement toutes données d'enquête et toutes informations relatives aux cas jugés ou classés sans suite.

7. Les procédures d'enquête et de poursuite devront entraîner le moins de retard possible pour le navire concerné.

Article 12

Rapports entre la gestion nautique et d'autres domaines politiques

1. Les Parties contractantes échangeront à temps des informations concernant des intentions politiques et plans importants, ainsi que concernant la préparation de décisions importantes des organes publics compétents sur leur territoire dans d'autres domaines politiques, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire, de l'infrastructure et de la gestion de l'environnement, dont on peut raisonnablement admettre qu'ils puissent avoir un impact sur la gestion nautique dans le bassin de l'Escaut.

2. Chaque Partie contractante a le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autre Partie contractante si elle estime que des intentions politiques, plans ou décisions pareils ou autres puissent compromettre les objectifs du présent Traité ou ne soient pas conformes au présent Traité.

3. Une réclamation telle que visée à l'alinéa deux, peut être notifiée, par écrit et de manière motivée, par les commissaires de la Partie contractante concernée à la Commission permanente. La Commission permanente délibère sur la réclamation. Si la Partie contractante concernée maintient la réclamation, la Commission permanente la notifie, le cas échéant accompagnée de son propre avis, à l'organe public concerné de l'autre Partie contractante. La réaction de cette dernière est transmise par le biais de la Commission permanente, à la Partie contractante ayant introduit la réclamation.

4. La Commission permanente, respectivement la Partie contractante ou les Parties contractantes concernées, est, respectivement sont compétente(s), conformément au droit interne, de présenter un point de vue auprès de l'organe public concerné et d'introduire une réclamation ou requête auprès de l'instance juridictionnelle compétente, ou d'intenter une action ou former un recours contre des intentions politiques, plans ou décisions tels que visés à l'alinéa deux.

Article 13

Règlement de litiges entre les Parties contractantes

1. La Commission permanente délibère sur tous les litiges qui pourraient se produire lors de l'application, l'interprétation ou l'exécution du présent Traité, et essaie de les résoudre.

2. Si la Commission permanente ne réussit pas à régler un litige sur la base de l'alinéa premier, elle invitera les Parties contractantes à régler ce litige par le biais de négociations. Ces négociations sont censées avoir commencé à la date de la demande de la Commission permanente, et dureront au maximum six mois. Si la solution d'un litige est considéré importante par une des Parties contractantes, ce délai de négociation est réduit à trois mois au maximum.

3. Si les Parties contractantes ne réussissent pas à régler le litige conformément à l'alinéa deux, il peut être soumis à la demande d'une des Parties contractantes à la décision d'un tribunal arbitral de trois arbitres. Les dispositions relatives à la composition et la procédure de ce tribunal sont reprises à l'annexe au présent Traité, qui en fait partie intégrante.

Article 14

Disposition modificative

L'annexe au Traité entre le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Belgique et la Région flamande de Middelburg du 11 janvier 1995 portant révision du Règlement sur l'exécution de l'article IX du Traité du 19 avril 1839 et du chapitre II, sections 1^{re} et 2, du Traité du 5 novembre 1842, modifiés, relatif au pilotage et à la surveillance commune (règlement de l'Escaut), est modifiée comme suit :

A

L'article 1^{er}, sous 2, est rédigé comme suit : "autorité compétente : l'Autorité nautique commune, visée à l'article 5 du Traité entre le Royaume des Pays-Bas et la Région flamande relatif à la gestion nautique commune dans le bassin de l'Escaut,".

B

L'article 9 est modifié comme suit :

1. L'alinéa premier est rédigé comme suit : "Tout capitaine d'un navire est tenu de recourir aux services d'un pilote. Tout capitaine d'un Scheldevaarder est tenu de recourir aux services d'un pilote appartenant aux service de pilotage flamands ou néerlandais. Tout capitaine d'un navire qui n'est pas de Scheldevaarder, est tenu de recourir aux services d'un pilote appartenant au service de pilotage néerlandais".

2. Dans l'alinéa deux, sous a, "Scheldevaarders" est remplacé par : navires.

3. Dans l'alinéa deux, sous b, "par les ministres flamand et néerlandais ayant les services de pilotage dans leurs attributions" est remplacé par : les commissaires.

C

L'article 13 est rédigé comme suit :

« Article 13

1. Le capitaine d'un Scheldevaarder qui est tenu de recourir aux services d'un pilote en vertu de l'article 9, signalera en temps utile l'heure probable de son arrivée à la station de pilotage, de la manière à fixer par les commissaires. Un pilote sera affecté au capitaine suivant l'ordre prévu par un règlement à fixer par les commissaires.

2. Le capitaine d'un navire qui n'est pas de Scheldevaarder, doit signaler l'heure probable d'arrivée à la station de pilotage conformément aux prescriptions légales nationales en vigueur.

D

L'article 14 est rédigé comme suit :

« Article 14

1. Le capitaine d'un Scheldevaarder qui est tenu de recourir aux services d'un pilote en vertu de l'article 9, signalera en temps utile l'heure probable de son départ d'un port ou d'un poste d'amarrage ou poste de mouillage, de la manière à fixer par les commissaires. Un pilote sera affecté au capitaine suivant l'ordre prévu par un règlement à fixer par les commissaires.

2. Le capitaine d'un navire qui n'est pas de Scheldevaarder, doit signaler l'heure probable de départ d'un port ou d'un poste d'amarrage ou poste de mouillage conformément aux prescriptions légales nationales en vigueur. »

E

L'article 16 est rédigé comme suit :

« Article 16

1. Les services de pilotage flamands et néerlandais rédigent conjointement des prescriptions concernant :

- a. les moyens de navigation et de communication à utiliser par les pilotes lors de l'exercice de leur tâche;
- b. les modalités de changement de pilote;
- c. les modalités de la fin de la course de pilotage;
- d. d'autres sujets de nature opérationnelle.

2. Les prescriptions visées à l'alinéa premier, visent uniquement les pilotes faisant partie des services de pilotage flamands et néerlandais compétents. Les prescriptions requièrent l'approbation de l'autorité compétente. »

F

L'article 17 est supprimé.

G

L'article 19 est supprimé.

H

Après l'indication "CHAPITRE V. — Droits et indemnités de pilotage", il est inséré un article rédigé comme suit :

« Article 22a

Le capitaine d'un navire qui n'est pas de Scheldevaarder, est tenu de payer des droits de pilotage conformément aux prescriptions légales nationales en vigueur. »

I

L'article 25 est rédigé comme suit :

« Article 25

Les tarifs des droits et indemnités de pilotage sont fixés en Euro. »

J

L'article 31 est rédigé comme suit :

« Article 31

1. Il est prévu une surveillance commune :

a. de tous les dispositifs destinés à promouvoir la sécurité et la fluidité du trafic maritime, la préservation des chenaux, et le fonctionnement de ces dispositifs;

b. des services de pilotage sur l'Escaut et ses embouchures et sur le Canal de Gand à Terneuzen.

2. La Commission permanente de Surveillance sur la Navigation sur l'Escaut, visée au Traité entre le Royaume des Pays-Bas et la Région flamande du 21 décembre 2005 relatif à la gestion nautique commune dans le bassin de l'Escaut, est chargée de la surveillance commune visée à l'alinéa premier.

3. Les commissaires informent les services de pilotage de tous les règlements qu'ils fixent en vertu du présent règlement et de toutes les décisions qu'ils prennent en vertu du présent règlement ou des règlements fixés en vertu de ce dernier, dans la mesure où ces décisions concernent les services de pilotage. »

K

L'article 32 est supprimé.

L

L'article 33 est modifié comme suit :

1. L'indication "1" qui précède l'alinéa premier, est supprimée.

2. Les alinéas deux et trois sont supprimés.

M

L'indication suivante est insérée après l'article 36 :

« CHAPITRE VIII. — Etablissement, publication et entrée en vigueur de prescriptions »

N

L'article 37 est rédigé comme suit :

« Article 37

1. Les prescriptions établies par et en vertu des articles 2, sous a. et b., 4, alinéa deux, 5, alinéa six, 9, alinéa deux, sous a. et b., alinéas trois et quatre, 10, alinéas trois et quatre, 11, 13, alinéa premier, 14, alinéa premier, 15, alinéa trois, 16, alinéa premier, 18, alinéa quatre, 21 et 24, alinéa premier, n'ont force obligatoire aux Pays-Bas et en Flandre qu'après leur publication dans le "Nederlandse Staatscourant" et le *Moniteur belge*. Les commissaires assurent la publication.

2. Les prescriptions prévoient leur entrée en vigueur. A défaut d'une disposition pour leur entrée en vigueur, les règles entrent en vigueur le quinzième jour calendaire suivant la date de publication dans le "Nederlandse Staatscourant", respectivement le *Moniteur belge* dans lequel elles ont été publiées. La dernière date de publication détermine le début du délai visé dans la phrase précédente. »

Article 15

Disposition transitoire

Aussi longtemps que la Commission permanente n'a pas établi de règles, visées aux articles 4, alinéa trois, et 5, par rapport à un sujet déterminé, ou que ces règles établies ne sont pas encore entrées en vigueur, les prescriptions légales concernées restent d'application, étant entendu que les compétences d'exécution et d'application attribuées par ces prescriptions légales à des autorités internes des Parties contractantes sont exercées par l'Autorité nautique commune.

Article 16

Entrée en vigueur

Le présent Traité entre en vigueur à partir du premier jour du deuxième mois qui suit le jour où les Parties contractantes se sont notifiées par écrit que les conditions constitutionnelles ont été remplies.

En foi de quoi les Représentants des Gouvernements des Parties contractantes ont signé le présent Traité.

Signé à Middelburg, le 21 décembre 2005, en deux exemplaires en néerlandais.

Pour la Région flamande,

(signé) ...

Pour le Royaume des Pays-Bas,

(signé) ...

Annexe

Composition et procédure du tribunal visé à l'article 13

1. Le tribunal cité à l'article 13 du présent Traité est composé de trois arbitres dont un est nommé par chaque Partie contractante. Les deux arbitres ainsi nommés désignent en commun accord un troisième arbitre. Ce troisième arbitre ne peut ni être un ressortissant du Royaume de Belgique ou du Royaume des Pays-Bas, ni être à leur service. Chaque Partie contractante désigne un arbitre dans un délai de trente jours à partir de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a reçu une note diplomatique de l'autre Partie contractante demandant une décision arbitrale. Le troisième arbitre est désigné de commun accord dans un délai suivant de trente jours. Si l'une des Parties contractantes ne désigne pas son propre arbitre dans le délai de trente jours ou si elles ne parviennent pas à un accord sur le troisième arbitre dans le délai imparti, le président de la Cour internationale, et si celui-ci est ressortissant du Royaume de Belgique ou du Royaume des Pays-Bas, le vice-président de cette Cour, peut être saisi par l'une des Parties contractantes afin de nommer un ou des arbitres.

2. Le tribunal règle son propre fonctionnement.

3. Le tribunal statue à la majorité des voix.

4. Le prononcé arbitral est motivé, définitif et non susceptible de recours.

5. Dans tout état de litige, le tribunal peut, après avoir entendu les Parties, prescrire les mesures provisoires qu'il estime nécessaires ou retirer des mesures provisoires déjà prescrites. Pareilles mesures ne préjugent pas le prononcé arbitral définitif.

6. Les frais du tribunal sont à charge des deux Parties contractantes, chacune pour la moitié. Chaque Partie contractante supporte les frais de sa représentation au litige

**Traité entre la Communauté flamande et la Région flamande, d'une part
et le Royaume des Pays-Bas d'autre part, relatif à la coopération dans le domaine de la politique
et de la gestion dans l'estuaire de l'Escaut**

La Communauté flamande et la Région flamande d'une part,

et

Le Royaume des Pays-Bas d'autre part,

ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Se référant à la coopération longue et étroite entre les Pays-Bas d'une part et la Belgique et la Flandre d'autre part, qui a commencé au moment de l'établissement du Traité entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique du 19 avril 1839,

Considérant que, en vertu du Protocole des conversations tenues à Luxembourg les 29, 30 et 31 janvier 1948 entre Ministres belges, luxembourgeois et néerlandais, la Commission technique de l'Escaut a été instituée, qui a été chargée d'effectuer des études relatifs à la gestion de l'Escaut,

Souhaitant de renforcer et de développer la bonne et longue coopération au sein de la Commission technique de l'Escaut en instituant la Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut,

Considérant que l'objectif de la Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut consiste en la politique et la gestion communes de l'Estuaire de l'Escaut,

Considérant que les Parties contractantes souhaitent diriger leur coopération vers un développement dynamique et une optimisation de la sécurité, de l'accessibilité et du caractère naturel de l'Estuaire de l'Escaut, et en ce qui concerne la politique et la gestion de l'Estuaire de l'Escaut, souhaitent contracter des engagements supplémentaires qui seront concrétisés dans des plans, programmes et projets successifs,

Considérant que l'exécution de ces plans, programmes et projets contribuera au maintien des caractéristiques physiques du système de l'Estuaire de l'Escaut,

conviennent ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Introduction*

Article 1^{er}

Définitions

Dans le présent Traité, on entend par :

- (a) "Pays-Bas" : la partie du Royaume des Pays-Bas qui est située en Europe;
- (b) "la Flandre" : la Communauté flamande, respectivement la Région flamande;
- (c) "l'estuaire de l'Escaut" : la région visée à l'article 2;
- (d) "ports de l'Escaut" : les ports d'Anvers, de Gand, de Terneuzen et de Vlissingen;
- (e) "monitoring physique" : le monitoring visé à l'article 3, alinéa cinq, et à l'article 6;
- (f) "plans, programmes et projets" : les plans, programmes et projets visés à l'article 3, alinéa quatre, et à l'article 5;
- (g) "recherche" : la recherche visée à l'article 3, alinéa cinq, et à l'article 6;
- (h) "autorités locales" : provinces, communes, administrations portuaires, wateringues et administrations des polders;
- (i) "Commission technique de l'Escaut" : la commission instituée en vertu du Protocole des conversations tenues à Luxembourg les 29, 30 et 31 janvier 1948 entre Ministres belges, luxembourgeois et néerlandais;
- (j) "Accord international sur l'Escaut" : l'Accord concernant la Protection de l'Escaut, conclu à Gand le 3 décembre 2002.

Article 2

Champ d'application

1. Le présent Traité s'applique à la zone suivante :

- (a) l'Escaut occidental et sa bouche en mer;
- (b) le Bas-Escaut maritime, à l'exception de ses affluents;

- (c) le Haut-Escaut maritime, à l'exception de ses affluents, jusqu'aux écluses de Gand;
- (d) le Canal de Gand à Terneuzen;
- (e) le Canal Escaut-Rhin.

2. Le champ d'application du présent Traité peut être étendu à la zone suivante, dans la mesure où la réalisation des objectifs de l'article 3 le requiert :

- (a) les affluents qui se jettent dans l'Escaut occidental, le Bas-Escaut maritime et le Haut-Escaut maritime;
- (b) les canaux qui se jettent dans l'Escaut occidental.

CHAPITRE II. — Objectifs

Article 3

Objectif et objet

1. Le présent Traité règle la coopération entre les Pays-Bas et la Flandre afin de réaliser une politique commune et une gestion commune alignée sur celle-ci, dans l'estuaire de l'Escaut dans le but de développer ce dernier comme un système d'eau estuarien multifonctionnel qui est utilisé de manière durable pour des besoins humains.

2. La coopération vise essentiellement :

- (a) une protection maximale contre les inondations;
- (b) une accessibilité optimale des ports de l'Escaut;
- (c) un écosystème estuarien sain et dynamique.

3. En vue de l'optimisation de la sécurité, de l'accessibilité et du caractère naturel, les caractéristiques physiques du système de l'estuaire de l'Escaut doivent être maintenues dans leur dynamique naturelle. A cet effet, un monitoring physique est effectué, pour lequel un plan commun est établi et exécuté.

4. La coopération se concrétisera par :

- (a) la préparation, l'établissement et l'exécution de plans et programmes successifs à court et moyen terme, contenant des projets concrets, ainsi que de projets concrets séparés;
- (b) l'application de procédures efficaces et rapides pour la préparation, l'établissement et l'exécution des plans, programmes et projets visés sous (a).

5. Le présent Traité vise également à promouvoir la coopération dans le domaine de la recherche scientifique entre les Pays-Bas et la Flandre telle que visée à l'article 6.

Article 4

La Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut

1. En vue du développement, de l'exécution et du contrôle des objectifs décrits à l'article 3, les Parties contractantes instituent la Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut. Cette Commission comprend :

- (a) le Collège politique, qui définit la politique commune et prend des décisions en la matière;
- (b) le Collège administratif, qui concrétise et coordonne la politique commune et qui exécute les décisions du Collège politique;
- (c) le Secrétariat exécutif.

2. Les missions de la Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut consistent notamment en :

- (a) la préparation, l'établissement et l'exécution de plans, programmes et projets successifs;
- (b) l'organisation et l'accompagnement du monitoring physique commun et de la recherche scientifique commune;
- (c) le développement commun d'initiatives dans d'autres domaines que ceux visés à l'article 3, alinéa deux, comme l'agriculture, la récréation, la pêche et l'extraction de sable, dans la mesure où le Collège politique le considère souhaitable à la lumière de l'objectif du présent Traité;
- (d) la promotion de la coopération relative à des terrains de gestion spécifiques.

Article 5

Plans, programmes et projets

1. Le Collège politique délibère et décide, à la demande soit d'une des délégations dans ce Collège, soit du Collège administratif, des propositions de préparation, d'établissement et d'exécution des plans, programmes et projets.

2. Les Parties contractantes garantissent le respect des décisions visées à l'alinéa premier.

3. Le Collège politique opte pour la procédure la plus aisée et souple en ce qui concerne la préparation, l'établissement et l'exécution des plans, programmes et projets.

4. Le Collège politique, soit les Parties contractantes, appliquent la procédure visée à l'alinéa trois de manière efficace, de sorte que le plan, programme ou projet concerné soit réalisé dans les plus brefs délais et le plus sûrement possible.

5. Les besoins objectifs propres aux objectifs décrits à l'article 3, alinéa deux, jouent un rôle essentiel dans la définition des délais visés à l'alinéa quatre.

6. Lors de la préparation, l'établissement et l'exécution de plans, programmes et projets, les Parties contractantes appliquent, selon qu'il convient, leur droit interne.

7. Lors de la préparation, l'établissement et l'exécution de plans, programmes et projets, les Parties contractantes harmonisent leurs procédures internes, dans les limites légales.

8. Si l'intérêt du plan, programme ou projet concerné le requiert, le Collège politique prend des mesures afin d'assurer le progrès de ce plan, programme ou projet. Sur la base de ce suivi, le Collège politique et, à défaut de celui-ci, la Partie contractante concernée ou les Parties contractantes, prennent des mesures afin de respecter les délais fixés pour l'exécution du plan, programme ou projet.

9. Le Collège politique peut, si ceci contribue à la réalisation des objectifs du présent Traité, formuler des propositions aux Gouvernements des Parties contractantes pour l'établissement de règles transfrontalières spécifiques en vue de la préparation, de l'établissement et de l'exécution de plans, programmes et projets.

Article 6

Recherche et monitoring physique

1. Le monitoring physique commun, visé à l'article 3, alinéa trois, et la recherche scientifique commune, visée à l'article 3, alinéa cinq, visent :

- (a) le suivi et le contrôle de l'évolution morphologique de l'estuaire de l'Escaut;
- (b) la création d'un cadre scientifique pour les plans, programmes et projets, et le soutien de ceux-ci;
- (c) la vérification régulière des effets des projets en exécution et exécutés.

2. Seule la Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut est compétente pour adresser des conclusions et recommandations aux Parties contractantes en ce qui concerne l'exécution de l'objectif visé à l'alinéa précédent et à l'article 3, alinéa trois.

Article 7

Relations avec d'autres traités

1. Le Collège politique exécute l'article 4, alinéas cinq et six, de l'Accord international sur l'Escaut.

2. Les dispositions du présent Traité ne portent pas préjudice aux droits et obligations des Parties contractantes qui résultent de traités conclus antérieurement en ce qui concerne l'estuaire de l'Escaut ou parties de celui-ci.

3. Les tâches et missions attribuées par des traités antérieurs ou autrement à la Commission technique de l'Escaut, sont reprises de plein droit par le Collège administratif. Les responsabilités des responsables politiques à l'égard de la Commission technique de l'Escaut sont reprises par le Collège politique.

4. Les Parties contractantes ne contracteront pas d'engagements dans des traités bilatéraux ou des accords de coopération avec le Royaume de Belgique qui entravent la réalisation des objectifs du présent Traité.

Article 8

Relations externes

1. La Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut assure l'association structurelle à l'exécution du présent Traité des autorités locales dont les compétences sont liées au présent Traité.

2. La commission flamande-néerlandaise de l'Escaut assure l'association structurelle à l'exécution du présent Traité des organisations sociales représentatives, dans la mesure où il y a des points communs avec leurs objectifs et intérêts.

3. Le Collège politique définit la mission, la composition, le fonctionnement et le financement de la concertation avec les autorités locales et organisations sociales visées aux alinéas premier et deux.

4. La Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut entretient des relations avec des partenariats dont les activités sont liées au présent Traité. Cela vaut notamment pour les relations avec la Commission internationale de l'Escaut, instituée à l'article 4 de l'Accord international sur l'Escaut.

5. La Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut assure la communication externe relative à l'exécution du présent Traité.

CHAPITRE III. — *Evaluation, compte rendu et litiges*

Article 9

Evaluation

Tous les cinq ans, le Collège politique évalue la mesure dans laquelle les objectifs du présent Traité sont réalisés et, si nécessaire, fait des propositions aux Parties contractantes pour prendre des mesures afin d'augmenter les possibilités de réalisation de ces objectifs, y compris des propositions de modification du présent Traité.

Article 10

Compte rendu

Au bénéfice des Gouvernements des Parties contractantes, le Collège politique établit un rapport sur les développements importants lors de l'exécution du présent Traité. Ce rapport est notifié au Parlement néerlandais et au Parlement flamand.

Article 11

Litiges

1. Le Collège politique délibère sur tous les litiges ou problèmes relatifs à l'application, l'exécution ou l'interprétation du présent Traité, afin de trouver une solution.

2. L'alinéa premier ne porte pas préjudice au droit de toute Partie contractante d'inviter l'autre Partie contractante à des négociations sur des litiges ou problèmes relatifs à l'application, l'exécution ou l'interprétation du présent Traité, afin de trouver une solution.

CHAPITRE IV. — *Composition et fonctionnement de la Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut*

Article 12

Composition et fonctionnement du Collège politique

1. Les Gouvernements néerlandais et flamand sont représentés au Collège politique par les responsables politiques compétents en la matière, qui composent chacun leur délégation.

2. Le Collège politique se réunit au moins une fois par an, alternativement aux Pays-Bas et en Flandre. A la demande d'une des délégations au Collège politique, des réunions supplémentaires peuvent être organisées.

3. Le Collège politique décide par consensus.

4. Le Collège politique compose le Collège administratif et définit ses compétences.

5. Le Collège politique peut arrêter le lieu d'établissement ou les lieux d'établissement de la Commission flamande-néerlandaise de l'Escaut.

6. Le Collège politique charge le Collège administratif de définir la composition et les tâches du Secrétariat exécutif pour l'exécution des objectifs du présent Traité. Le Collège politique peut prendre une décision, ou les Parties contractantes peuvent adopter un régime afin de permettre au Secrétariat permanent d'accomplir ses tâches.

Article 13

Composition et fonctionnement du Collège administratif

1. Le Collège administratif se compose de hauts fonctionnaires néerlandais et flamands.
2. Le Collège administratif décide par consensus. A défaut de consensus, la matière en question sera soumise à la décision du Collège politique.
3. La présidence du Collège administratif est assurée alternativement par les Pays-Bas et la Flandre. Sauf décision contraire, le Collège administratif se réunit alternativement aux Pays-Bas et en Flandre.
4. La délégation néerlandaise et la délégation flamande au Collège administratif nomment chacune un secrétaire.
5. Le Collège administratif prépare les réunions du Collège politique.
6. Le Collège administratif peut charger le Secrétariat exécutif de l'exécution des décisions du Collège politique.
7. Le Collège administratif peut charger ses secrétaires de la direction du Secrétariat exécutif au niveau de la gestion.
8. Le Collège administratif peut composer des groupes de travail pour l'exécution de missions spécifiques.

Article 14

Tâches du Secrétariat exécutif

1. Le Secrétariat exécutif soutient le Collège politique et le Collège administratif au niveau organisationnel et administratif, et exécute les missions conférées par ces Collèges.
2. Le Secrétariat exécutif facilite les groupes de travail qui sont composés conformément à l'article 13, alinéa huit, par le Collège administratif.

CHAPITRE V. — *Financement*

Article 15

Financement

1. Chaque Partie contractante supporte les frais de sa représentation au Collège politique et au Collège administratif.
2. Chaque Partie contractante supporte la moitié des frais de fonctionnement du Secrétariat exécutif, étant entendu que chaque Partie contractante supporte les frais de son propre personnel. Le soutien personnel par les services publics mutuels se fait à titre gratuit.
3. En vue de l'organisation efficace du travail, le Secrétariat exécutif est chargé des transactions financières transfrontalières.
4. Les Parties contractantes supportent les frais des plans, programmes et projets, ainsi que du plan de monitoring physique et de recherche scientifique conformément aux clés de répartition à définir par le Collège politique.
5. Le Collège politique établit annuellement un budget qui est géré par le Collège administratif.
6. En exécution de cette disposition, le Collège administratif assure une gestion financière transparente et la justifie au Collège politique.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Article 16

Modification

Les modifications du présent Traité convenues par écrit par les Parties contractantes, entrent en vigueur le jour où les Parties contractantes se sont notifiées que les conditions constitutionnelles ont été remplies.

Article 17

Entrée en vigueur

Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle les Parties contractantes se sont notifiées que les conditions constitutionnelles ont été remplies.

En foi de quoi les Représentants des Gouvernements des Parties contractantes ont signé le présent Traité.

Signé à Middelburg, le 21 décembre 2005, en deux exemplaires en néerlandais.

Pour le Royaume des Pays-Bas,

Pour la Communauté flamande et la Région flamande,

(signé) ...

(signé) ...